

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège FBA, Luxembourg, Namur et Picardie.

**Rédaction et publicité**  
CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.  
Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61.  
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be  
Site du mouvement laïque:  
http://www.laicite.be  
ISSN 0775-2768  
Fondateur: Jean Schouters  
Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre  
Directeur: Patrice Dartevelle  
Rédactrice en chef: Michèle Michiels  
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet  
Production et administration:  
Fabienne Sergoyenne  
Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Julie Coste, Patrice Dartevelle, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Pierre Lefèvre, Jules Louis, Andrée Masson, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.  
Documentaliste: Anne Cugnon  
Impression: Massoz s.a., Liège

**Abonnements:**  
Pour 10 numéros:  
Belgique: 16,11 €, Étranger: 24,78 €  
Pour 10 numéros + 2 Documents:  
Belgique: 18,59 €, Étranger: 29,74 €  
par virement au compte  
n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux.



Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

En couverture: photo Photo News. La Liberté conduisant le peuple, 28 juillet 1830 - Eugène Delacroix. Notre dossier Où sont les rebelles?, pages 4 et suivantes.

## prochain dossier

### La presse dit-elle la vérité?

La presse, de son rôle d'information, est-elle passée à celui de manipulation? Info ou intox? L'affaire du Pentagone, qui a récemment défrayé la chronique, a incité *Espace de Libertés* à s'interroger dans son prochain dossier sur le rôle de la presse et des journalistes, entre autres avec Noam Chomsky, qui s'est entretenu avec Jean Sloover. Les pièges de l'inconscient sont analysés par Jacques Rifflet, tandis que Geoffrey Gueuens se penche sur les pressions subies par les agences de presse et Pascal Martin sur les mystères qui planent sur la guerre d'Afghanistan. ■

## s o m m a i r e

### Éditorial

Proche-Orient et judéophobie - Patrice Dartevelle \_\_\_\_\_ 3

### Dossier: Où sont les rebelles?

**Rébellion: source de progrès, source de régression - Jacques Rifflet \_\_\_\_\_ 4**  
**«J'ai fait ce que j'ai pu». Un entretien avec François Cavanna \_\_\_\_\_ 7**  
**Le rebelle, le révolutionnaire et le révolté - Guy Haarscher \_\_\_\_\_ 8**  
**À l'@bordage! L'entretien de Jean Sloover avec Jeremy Blampain et Liliane Palut \_\_\_\_\_ 10**  
**- Pierre Arcq \_\_\_\_\_ 12**  
**La semaine infernale ou la satire nécessaire - Olivier Monssens \_\_\_\_\_ 14**

### Religion

«Amen»: *nihil obstat* - Maxime Coppin \_\_\_\_\_ 15

### Société

L'arc-en-ciel, côté cour et côté jardin - Isabelle Philippon \_\_\_\_\_ 16  
Légitimes suspicions. Un entretien avec David Goessens -  
Propos recueillis par Sergio Carrozzo \_\_\_\_\_ 18

### Monde

Un monde de paix et de justice sociale est possible - Geoffrey Pleyers \_\_\_\_\_ 20

### Laïcité dans le monde

Suède. Une nouvelle loi sur la circoncision - Carl Drott \_\_\_\_\_ 21

### Laïcité?

Aider –laïquement– les femmes afghanes - Fatwa Ben Khal \_\_\_\_\_ 22

### Enseignement

Traduire les constats en politiques - Paulette Dejean \_\_\_\_\_ 23

### Idées

Pêcheurs de vocations - André Koeckelenbergh \_\_\_\_\_ 24  
Tristes pôles – Fragments de discours amoureux - Michèle Michiels \_\_\_\_\_ 25  
Ces Noirs que nous croisons dans la rue... - Jean Charlier \_\_\_\_\_ 26

### Multimédia

Les aléas des achats sur internet - Maxime Coppin \_\_\_\_\_ 27

### Culture

Un hymne à la lumière - Sophie Creuz \_\_\_\_\_ 28  
*Le Sortilège du scorpion de jade*. De quoi suis-je innocent? \_\_\_\_\_ 29  
Masques d'Afrique noire. Symbolisme et avant-garde - Ben Durant \_\_\_\_\_ 30  
BD - De l'autre côté du miroir - Frédéric Soumois \_\_\_\_\_ 31

### Agenda

\_\_\_\_\_ 32

# Proche-Orient et judéophobie

© AFP

Comme les héros d'une tragédie grecque, Palestiniens et Israéliens continuent de s'affronter en une lutte dont la conséquence inéluctable semble être leur mutuelle destruction.

En quelques mois, une quarantaine de Palestiniens sont devenus des kamikazes. Ils sont si semblables aux Israéliens que ceux-ci ne peuvent les distinguer des leurs et empêcher leur sacrifice. Les morts de ces trois derniers mois sont plus nombreux que ceux des sept années précédentes<sup>1</sup>.

Nul ne parvient à arrêter les combattants. Il faut dire que la complaisance américaine à l'égard d'Israël ne relève pas du sens des responsabilités dont devrait faire preuve le gendarme du monde.

Le gouvernement israélien actuel, plus encore que ses prédécesseurs, croit triompher en traitant les Palestiniens comme des sous-hommes, en détruisant les maisons des opposants. En réalité, il crée ainsi les conditions de la révolte contre laquelle il prétend lutter.

## Guerre et démocratie

Une telle guerre impose des souffrances indicibles aux deux côtés mais cela a aussi, sur place, et parfois bien loin du Proche-Orient, des conséquences néfastes.

Israël se prévaut d'être la seule démocratie de la région. C'est vrai que les élections y sont sans faille, mais les circonstances de la guerre pourrissent l'âme de la démocratie.

Certes, tout un chacun est peu ou prou militaire en Israël mais le fait lui-même est préoccupant.

Les militaires y accaparent de plus en plus les responsabilités ministérielles. Le phénomène ne date pas d'hier mais d'un Moshé Dayan ministre de la Défense, on est passé à des nuées de généraux-ministres et même premiers ministres: Rabin, Barak et maintenant Sharon.

Ne soyons pas simplistes. Militaire ne veut pas dire fomenteur de pronunciamiento mais, surtout dans un pays en guerre, un général a difficilement un autre programme que vaincre militairement l'adversaire. Ceux qui l'élisent font choix de leur malheur.

## Judéophobie

L'Europe elle-même ressent chez elle les effets du conflit. Les actes d'hostilité aux Juifs s'y multiplient.

Si la Belgique qui ne compte qu'une faible communauté juive est jusqu'ici à peu près épargnée, la France connaît une importante montée de la judéophobie<sup>2</sup>. Une école juive a flambé à Marseille<sup>3</sup>, les propos antisémites fourmillent sur internet, anti-arabes comme anti-juifs. L'islam, d'après un internaute «est le fruit des délires et des hallucinations d'un caravanier illettré qui a des points communs avec Marc Dutroux<sup>4</sup>».

Comment en vouloir aux jeunes musulmans d'Europe qui s'identifient aux Palestiniens humiliés et qui veulent faire

pièce à la solidarité juive mondiale à laquelle les israélites n'hésitent pas à faire appel de leur côté, spécialement à l'adresse de leur communauté américaine!

Mais nous savons aussi que de telles manifestations de haine sont lourdes de périls majeurs, même pour nos démocraties.

Obnubilé par ses problèmes démographiques, Sharon se sert de ces actes pour appeler les juifs de France à rentrer en Israël<sup>5</sup>. Il se dit prêt à en accueillir 300 000. C'est une logique d'apartheid qui ne veut plus et ne peut plus supporter l'autre.

Il ne faut pas d'emblée crier à l'antisémitisme devant pareille situation. «Critiquer Sharon ne relève pas de l'antisémitisme «comme l'ont écrit les auteurs (juifs) d'une belle carte blanche parue dans *Le Soir*<sup>6</sup>.

En France, un scientifique bordelais, le professeur Roger Salamon s'exclame justement: «J'ai honte d'être juif quant j'entends des personnes hurler à l'antisémitisme pour quelques cailloux jetés par des beurs pas très malins»<sup>4</sup>.

## Ne pas brûler ses vaisseaux

L'intransigeance pro-israélienne de la plupart des responsables des communautés juives et l'assimilation qu'ils font constamment de toute critique à l'égard du gouvernement israélien avec l'antisémitisme sont une fuite en avant, une façon de brûler ses vaisseaux pour empêcher tout dialogue avec l'ennemi palestinien. L'éradication de celui-ci serait-elle un rêve d'hystérique?

Je suis, à cet égard, moins optimiste que les signataires de la carte blanche du Soir qui croient que la paix viendra «inéluctablement dans dix, cinquante ou cent ans». Bouter les Palestiniens hors d'Israël et de Palestine n'est pas totalement impossible. Que reste-t-il des Indiens de l'Amérique du Nord? Où sont les Arméniens de Turquie?

La paix au Proche-Orient vaut pour les Juifs, pour les Palestiniens, comme pour nous tous. ■

Patrice Dartevelle

Un père palestinien tendant la main à un soldat israélien qui a empêché un massacre à Hebron.

<sup>1</sup> Dans «Sous les mosquées, le Temple, *Espace de Libertés*, n° 286 (décembre 2000), je trouvais consternant un bilan de 671 morts en sept ans! Quelle dérision!

<sup>2</sup> Je songe au livre de Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Éditions Mille et une nuits.

<sup>3</sup> Voir le dossier de *Marianne*, «La bombe de l'antisémitisme au cœur de la présidentielle», *Marianne*, 28 janvier au 3 février 2002.

<sup>4</sup> *Le Monde*, 17 février 2002.

<sup>5</sup> Voir l'article de Guy Hennebel, «Sharon, raptur de Juifs, Talamoni, raptur de Corses» dans *Marianne*, 18 au 24 février 2002.

<sup>6</sup> *Le Soir*, 6 février 2002.

# ébellion: source de progrès, source de régression

Le progrès de l'humanité n'est pas, à coup sûr, le fait du plus grand nombre.

À la différence du monde des insectes, dans lequel l'ensemble de la colonie est guidé par un instinct dont l'ingéniosité –indéniable– remonte à l'origine de chaque espèce, l'espèce humaine est conditionnée par l'action de meneurs. Dont les qualités et les défauts ressortissent du domaine individuel, pour le meilleur et pour le pire.

L'intelligence des hommes est extrêmement diversifiée et distribuée de façon totalement inégalitaire. Certes «les hommes naissent égaux en droit», mais aucunement en facultés.

Ce fait a d'ailleurs, au fil de l'histoire, posé problème aux régimes démocratiques.

Par de multiples procédés légaux, de nombreuses sociétés ont tenté d'éviter la participation aux urnes des moins instruits. Elles estimaient que la gestion politique ne pouvait se fonder sur l'opinion de la majorité de la population, par essence moins éduquée, à la merci de tous les clientélismes, manipulable en toute innocence ou en toute exaspération. Certes, souvent, cette exclusion eut pour cause la peur d'un «débordement des pauvres», mais même les révolutionnaires français empreints de principes absolus de solidarité ne votèrent qu'après des débats houleux le suffrage universel totalement égalitaire. Selon la formule: «un homme, une voix».

Il est évident que toute autre option est considérée de nos jours comme inique, mais, comme le dit Foucault, les évidences sont des certitudes qui ne vivent que le temps d'un soupir de l'histoire. Rien ne résiste à l'érosion du temps, pas même les certitudes divines.

En écartant d'entrée la «sélection» aristocratique fondée sur la seule naissance, et, partant, inopérante en termes de progrès, force est de constater que la marche en avant de l'humanité est liée à l'action d'un petit nombre d'individus. Une élite, oserions-nous écrire, en sachant combien cette déno-

mination «bénéficie» actuellement d'une réprobation peu amène.

Actuellement? De tout temps, à vrai dire, celui qui se détache de la normalité encourt les foudres du plus grand nombre. Selon le même schéma, somme toute, que celui de l'exclusion de «l'étranger» par le clan soudé dans sa tradition et son réseau sociétaire bien ancrés.

«L'étrangéité» est multiforme. Sa racine étymologique exprime clairement qu'il y a altération du cours habituel des choses, cette altération pouvant être de tout ordre.

**Rien ne résiste  
à l'érosion du temps,  
pas même  
les certitudes divines.**

Il y a «transgression» du code sociétaire, perturbation de l'équilibre établi. Les sages du bouddhisme zen parlent d'«arrachement des habitudes mortes» qui occultent la lucidité de l'individu. Étendu au corps social, cet enkystement peut entraîner une collectivité sur la pente d'une lente entropie, ouvrant à l'assujettissement par un groupe concurrent en phase dynamique. Lorsque, par exemple, Rome soumet la Grèce, ou les États-Unis submergent l'Europe.

Cette transgression est, pour beaucoup de penseurs, ce qui peut arriver de mieux à un individu. André Malraux se révolte contre le destin dérisoire, éphémère de l'homme. Il le dénomme d'ailleurs «l'antidestin». Seule solution pour lui: laisser sa griffe dans le relais de la chaîne humaine, afin de vaincre le temps fini de l'existence et son inanité. Toute révolution est bonne à prendre et à mener, car elle ébranle, fait vivre intensément, rompt l'écoulement passif de l'eau de la vie, si brève.

**La rébellion est source de sens,  
de valeurs, de dépassements**

Nietzsche s'inscrit aussi dans «l'exception». L'homme, dit-il, a la «faculté de transfigurer» le monde. Il se doit à un effort d'excellence de ses potentialités, qu'il soit un intellectuel ou un manuel. Le menuisier se surpassera, deviendra un «sur-

homme» en acquérant l'art de l'ébénisterie. L'esthétisme est le maître-mot, et par essence la création artistique est rébellion. Le *Sacre* de Stravinsky, *Guernica* de Picasso, *À bout de souffle* de Godard, *Les mains sales* de Sartre, autant de ruptures, de transgressions inventives, qui ont fait muter l'esthétisme et la réflexion de la collectivité.

La science aussi a évolué par transgressions et luttes parfois désespérées.

Un Pasteur eut contre lui une opposition acharnée. Einstein travailla dans un désert avant d'être sacré génie. Bruno et Galilée se heurtèrent à la chasse gardée de Dieu et le payèrent très cher, le premier par la mort, le second par l'effacement honteux. Ces fantômes ont admirablement servi l'humanité, en une révolte contre les «évidences» de leur époque.

Il serait injuste d'omettre les grands rebelles créateurs de croyances libératoires. Jésus –dieu, mythe ou homme– irradia de son message d'amour et d'égalité tout l'Empire romain. Mahomet porta de Cordoue au Gange une sagesse, une conduite de vie faite de partages et de fraternité. Boudha apprit aux hommes à se détacher de l'agité, du véhément, de l'illusoire, et, surtout, à se passer des dieux dans la démarche de libération. Certes, les structures religieuses ne respectèrent que fort peu la fraîcheur bénéfique de ces messages, mais il n'en reste pas moins que ces rebelles-là firent du bien aux hommes en habillant le surnaturel d'une parure généreuse.

Et puisque nous parlons de religion, pourquoi ne pas évoquer le plus fameux des rebelles célestes, Lucifer, ce porteur de lumière chassé du Ciel.

Les sectes dites «lucifériennes» se distinguent des «sataniques», essentiellement –et stupidement– vouées au Mal, par une doctrine qui a le mérite d'être pleinement à contre-courant. Lucifer se serait révolté contre la «mauvaiseté» de Dieu, «qui se préoccupe plus de ses pommes que de ses enfants», comme disait Diderot.

Au cinquantième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, Elie Wiesel, prix Nobel de la paix, déclara à l'assemblée qui priait et chantait des cantiques: «Priez moins fort, mes frères et mes sœurs, Dieu pourrait se rendre compte qu'il en reste quelques-uns». L'archange rebelle aurait ainsi été châtié pour fait d'ingérence céleste intolérable dans l'œuvre divine! Les cathares –quels «parfaits» rebelles!– interprétèrent le *Nouveau Testament* d'une tout autre manière encore.

Troisième version de Lucifer, donc.

Dieu est infiniment bon et infiniment puissant. Or le Mal existe. Conséquence logique: la puissance du Mal est extérieure au domaine du Bien, elle ne dépend pas de la création par le Bon divin. *Le Mal est coéternel*, et d'un autre registre. Le Bien, c'est l'Esprit, la Lumière. Le Mal est Ténèbres et Matière. Jésus l'a du reste dit à Ponce-Pilate: mon royaume n'est pas le tien.

L'âme (l'Esprit) fut emprisonnée par la Matière. Lucifer fut séduit par le Mal, préexistant puisque coéternel; *l'archange ne créa pas l'Enfer*, il en est le prisonnier comme l'homme pécheur.

Et *le libre arbitre n'existe plus*, car c'est contre son gré que l'âme fut entourée de matière. La capacité divine de tout prévoir excluait la faute «privée» d'Adam et d'Ève - Dieu devait savoir qu'ils étaient imparfaits et pécheraient. «Le destin humain est déterminé».

Et pourquoi un Dieu infiniment bon créerait-il des êtres imparfaits? Il fallait donc «supposer» une puissance du Mal... En répondant à ce ricochet de questions, le catholicisme menaçait l'édifice romain de la pensée catholique.

Il y eut donc éradication... et unification des royaumes de France. La vieille alliance entre le Prince et le Pontife.

**La rébellion comme une des conditions de la  
dynamique du progrès**

Mais... pareille thèse fait la part belle à tous les mouvements contestataires, qui en sortent grandis par essence.

L'usage systématique de la contestation sociale est un des moteurs de ce que l'on dénomme communément «la gauche» dans le langage politique.

Agacé, Giscard d'Estaing, opposé à Mitterrand lors des présidentielles de 1981, eut cette phrase: «Monsieur Mitterrand, la gauche n'a pas le monopole du cœur».

À l'évidence, la massification du mécontentement constitue la sève électorale de ce courant de pensée. Et il fut des époques où la misère était habilement organisée, dans certains pays de l'Est, pour activer le feu de la désespérance... et le recrutement d'électeurs.

Les deux mauvaises fées de la démocratie se dénomment électoralisme et clientélisme. Ces dérives sont structurées. Elles tiennent au système même de l'élection.

Si la contestation «est payante» en termes de mandat, d'enrichissement personnel, d'honneurs recherchés ou de goût du pouvoir, elle n'est plus saine. Elle est calcul. Elle est arrivisme. Pour être bénéfique, une «contestation doit être constructive». Capable de prendre, si la réussite lui sourit, la place du courant qui fait l'objet de ses critiques. Pour être sérieuse, digne de respect, «une contestation doit être objective», c'est-à-dire informée de toutes les nuances de la situation. Et là, nous touchons au domaine du pouvoir de la presse.

Lorsque Montesquieu écrivit *L'esprit des lois*, il équilibra bien la gestion de l'État entre trois autorités distinctes, mais contrôlées par un jeu habile de contrepoids: l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Mais cette structure est démodée. Elle ne tient aucun compte de deux pouvoirs essentiels, pratiquement déterminants: celui de l'économie et celui de l'information.

Il est évident que de nos jours, les États ne sont plus maîtres du navire. L'économie mondiale brasse des capitaux démesurés, pareils à des déferlantes, et gouverne –de moins en moins dans l'ombre– le destin des nations. Et cela d'autant plus que le monde du travail en est resté à une organisation totalement obsolète, en grande partie liée à la réticence du monde de la gauche de s'inscrire dans une dynamique planétaire, trop dépendant qu'il est de contingences revendicatives locales et d'espaces électoraux spécifiques.

Le monde syndical est pratiquement inexistant à l'échelle de la stratégie européenne, comme l'a bien démontré l'affaire Renault-Vilvorde. Le socialisme manqua le premier train de l'Europe –souvenons-nous du refus de Mendès France d'accepter la Communauté européenne de la défense– et est, encore maintenant, souvent dans le wagon de queue. Quant au communisme...

Et l'information?

Pouvoir essentiel s'il en est en notre période agitée. Sans elle, le citoyen d'un pays démocratique ne peut remplir sa tâche, qui est d'orienter les choix de ses gouvernants par un vote lucide.

**Toute révolution  
est bonne à prendre  
et à mener,  
car elle ébranle,  
fait vivre intensément,  
rompt l'écoulement  
passif de l'eau  
de la vie, si brève.**



Mais la démocratie fonctionne au départ d'un découpage du corps électoral en partis. Chaque parti, par essence, doit se distinguer des autres pour exister. Il est contraint de ne jamais souscrire à l'initiative d'une tendance concurrente, sinon de manière très momentanée, au gré d'une alliance provisoire d'intérêts. Par une démarche constante, un parti tente d'orienter l'information pour servir son expansion propre. Ce que l'on dénomme la presse d'opinion.

Il est surprenant de constater combien les éclairages d'un même fait divergent du rouge vif de l'extrême gauche au plus beau noir de l'extrême droite.

Toute la palette d'un Renoir.

Et l'électeur est placé devant une alternative. Perdu dans la cacophonie des avis émis, il renonce à être démocrate et ne vote plus, s'il le peut. Il constitue alors une recrue potentielle pour la «belle ouverture» d'une dictature. Ou bien il ronronne dans le confort univoque de l'information «de son camp» et s'indigne des prétendues contrevérités des autres tendances. Cette situation est celle qui prévaut en toute démocratie.

Il faut prendre conscience qu'il s'agit là d'une démarche réductrice, aliénante en termes de richesse intellectuelle. Et, fait aggravant, toute collectivité baigne dans le vent

dominant d'une période politique particulière. Tour à tour, ainsi, une opinion sera pro- ou anti-Fidel Castro, anti- ou pro-Lumumba, pro- ou anti-palestinienne, etc.

Et la presse qui s'engagerait à contre-courant de cet état d'esprit le paierait cher en termes de rentabilité. Voyez ainsi, aux États-Unis,

le temps et le courage qu'il a fallu pour qu'un grand quotidien new-yorkais pose la question de la motivation profonde des attentats du 11 septembre 2001 et d'une éventuelle responsabilité du comportement hégémonique américain.

Tout ceci nous amène à estimer «que le citoyen se forge ses propres convictions sur une enclume déformée».

Il conteste à tous vents, «poujadise», «droitise» ou «gauchise» en grande affectivité. L'État se fragmente en une mosaïque de tendances bien plus fondées sur des pulsions que sur des réflexions, puisque manquent tout à la fois la formation éducative –le sort que l'on fait à «l'école!»– et l'information plurielle.

La démocratie prend alors la voie du mythe de «l'homme fort», du «Père qui nettoiera les écuries d'Augias», la voie de la dictature.

La rébellion, on l'aura compris, est un facteur essentiel de la dynamique humaine. Mais à condition qu'elle soit raisonnable dans ses moyens et sa finalité.

Ainsi le marxisme fut –et reste– une transgression raisonnée, et, qu'on l'apprécie ou non, une analyse sociologique remarquablement charpentée. Mais mis entre les mains d'athées intégristes, pour qui «la fin justifie les moyens», ce fut aussi une immense machine à broyer les consciences et les vies.

Les fameux syllogismes marxistes, avec leurs trois propositions de thèse, antithèse et synthèse progressiste, déployaient une inhumaine mathématique de l'humain, alors que la démarche d'ensemble se voulait généreuse, libératoire. Une démarche certainement plus méritoire que l'éthique de la recherche du profit de notre mondialisation des marchands.

La rébellion, fait de l'homme, est comme lui: une réalité nécessaire dans un monde pensant.

Enfin, pouvons-nous conclure, «la rébellion est comme une vague». Elle nourrit l'océan, épousée par le vent de l'utopie, de l'indignation, de l'ambition, du génie. Mais, comme toutes les vagues, elle va mourir sur un lointain rivage, remplacée au large par de nouvelles déferlantes pleines d'espoir de refaire l'océan.

L'humanité, depuis qu'elle existe, vit ainsi de multiples cycles éparpillés. Là, une dictature viendra balayer le chaos d'une démocratie querelleuse. Là, une démocratie pleine d'allant viendra chasser une autorité despotique. Là, un capitalisme sauvage donnera à Zola l'occasion de se réincarner. Là, un socialisme devenu bureaucratique et populiste mourra dans l'indifférence. Laïcité et religions, et religions entre elles, occuperont tout à tour le pouvoir et domineront momentanément le domaine de l'éthique.

Chaque génération croit en sa candeur que le passé est révolu et les vieux démons domptés. Ou, inversement, que le règne des démons qu'elle subit ne prendra jamais fin.

Rien n'est plus erroné. Le front populaire espagnol a péri sous Franco. Après 72 ans, le règne du stalinisme est mort sous Gorbatchev. Le Viêt-nam commerce avec les Américains, les taliban sont en fuite... mais tous les dés sont entre les mains de Dieu ou du hasard, et *le jeu de l'oie est toujours ouvert*.

Les lendemains sont imprévisibles.

Même en science, rien n'est jamais acquis. Et heureusement, ici, la régression est proscrite. L'avancée est garantie. Non sans menace sur le plan de l'éthique. L'apocalypse selon Hubert Reeves n'est pas faite de cavaliers maléfiques.

Pour lui, les espèces les plus évoluées développent inéluctablement un progrès technologique tel qu'il déborde le contrôle de l'éthique. Et ces espèces-là sont amenées à détruire et à s'autodétruire. Et les humains sont, aujourd'hui, au bord de la falaise, tels des lemmings.

La dernière question à poser est déjà résolue par ce qui précède.

La rébellion est-elle toujours un jalon du progrès?

Certes non! L'écèlement des élites chinoises ou cambodgiennes par le communisme en révolte contre l'oppression des lettrés, les autodafés de livres par le nazisme, la dégradation des cathédrales par la révolution française (Voltaire voulait toutes les remplacer par des temples inspirés de la Grèce antique!), certaines formes d'art totalement aberrantes que l'humanité gommara sitôt la mode révolue, la descente aux enfers de l'audiovisuel née de la rébellion des anti-élitistes (souvenons-nous de la vague d'indignation d'une gauche française lors de la création d'*Arte*)... autant d'exemples très significatifs.

Mais il n'en reste pas moins que la rébellion est le maître-mot du cheminement de notre espèce en évolution de plus en plus accélérée, pour ne pas écrire frénétique. Acceptons-en le principe, mais en toute lucidité et vigilance. Car la révolte a deux visages, le bénéfique ou le maléfique. Elle n'est pas toujours juste. Elle peut être exécration en ses outrances.

La rébellion, fait de l'homme, est comme lui: une réalité nécessaire dans un monde pensant. Une réalité, comme l'humaine, totalement imprévisible, qui charrie le meilleur et le pire.

Jacques Rifflet

n entretien avec François Cavanna

## «J'ai fait ce que j'ai pu»

**Dans vos romans autobiographiques, vous évoquez régulièrement votre enfance «pauvre mais exaltante». A-t-elle compté (et comment) dans votre itinéraire de rebelle?**

Mon enfance n'a pas été celle d'un «brimé», d'un «exclu» qui eût amassé alors les germes de sa future «révolte». Nous étions pauvres, certes, mais pas miséreux. La pauvreté était alors l'état normal de la quasi-totalité de la population travailleuse. Nous n'avions pas le sentiment d'être des «pauvres». Ce sont les riches qui nous paraissaient hors norme.

**Contre quoi et contre qui avez-vous voulu vous rebeller?**

Je n'ai jamais «voulu» me révolter. Il se trouve que j'ai un besoin de rationalité, et aussi de justice, encore développé par mes instituteurs, qui fait que je ne supporte pas l'illogisme, l'explicable, le fantastique, les religions, les systèmes basés sur l'émotion et la sensibilité utilisées contre le jeu de la raison.

**Vous voyez-vous en Cavanna prophète visionnaire? Mais peut-on taxer de visionnaire, c'est-à-dire d'illuminé, quelqu'un qui n'a cessé de batailler en faveur d'une lucidité fondée sur la rationalité?**

Visionnaire? Si projeter la suite probable et prévisible d'événements donnés dans l'avenir est être visionnaire, alors je le suis comme l'est celui qui prévoit que trois ajoutés à deux donneront cinq.

**En Cavanna philosophe? Toutes vos œuvres placent au centre de votre «système» non seulement l'homo sapiens, mais aussi l'«homme-animal» et, surtout, contrairement à ce que l'on voit la plupart du temps, il se refuse le refuge frileux vers toute forme de transcendance, fût-elle horizontale (tous les machins en «isme»).**

Philosophe? C'est un mot bien prétentieux. Je n'oppose pas l'«homme-animal» à l'«homo sapiens», je constate qu'ils cohabitent en vous et qu'il est dommage que la raison, apanage de l'homo sapiens, ne mène pas la barque, mais n'est utilisée que pour fournir à l'animal des justifications pseudo-logiques à ses pulsions irrationnelles et aussi des armes pour les satisfaire.

L'instinct brutal décide, l'intelligence exécute et justifie. Il serait temps que l'esclave se révolte.

**En Cavanna moraliste? Sans doute parce que, comme vos prédécesseurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, vous utilisez l'arme de la dérision.**

Moraliste? Non. On a voulu ériger la morale en entité transcendante. Les laïques, faute de Dieu, ont divinisé la morale, posé en absolus métaphysiques le Bien et le Mal. Si l'on rejette la divinité, il faut aussi rejeter toute transcendance. Il n'y a pas de Bien ni de Mal. Il y a des règles de vie en société, basées sur l'utile et le nuisible. L'honneur, la dignité, tous ces mensonges avec lesquels on agit sur notre «esprit du marécage» (Laborit) sont des substituts de divinité, donc des mensonges.

**Comment en êtes-vous venu aux formes jugées provocatrices d'Hara-Kiri, Charlie Hebdo?**

Hara-Kiri, Charlie Hebdo... ça s'est fait tout seul. Je voulais faire de vrais bons journaux, intelligents, drôles, c'est-à-dire sans préjugés comme sans tabous, et bourrés de talents. À

ma surprise et à ma joie, les talents aux idées claires ont afflué. Les lecteurs aussi.

**Quels effets positifs ont-elles eus par votre rapport à votre objectif?**

Elles m'ont démontré que, nous, les exigeants, ne sommes pas seuls. Même si nous sommes le petit nombre qui n'intéresse pas la pub, nous sommes suffisamment nombreux, et ça, c'est bon.

**Quelles limites avez-vous rencontrées?**

Des procès pour diffamation (peu), pour «dangerosité pour l'enfance (terribles), et pour «mauvais goût» (faits par les cochons du mauvais goût bien léché).

**Quels ont été vos adversaires les plus redoutables?**

La bêtise. Les jaloux. Les imitateurs (tous mauvais).

**Quel bilan tirez-vous de vos engagements? La société que vous avez si souvent fustigée vous paraît-elle s'être améliorée? Ou bien estimez-vous que la situation s'est encore dégradée? Que s'est-il passé?**

L'amère satisfaction d'avoir eu raison en prédisant le pire. Le bonheur de savoir que nous sommes beaucoup dans ce cas, et que, quand même, l'espoir que ça change se précise. Les cons sont le nombre, mais ils subissent, ils ne mènent pas.

**Avez-vous acquis, avec l'âge, une certaine «sagesse» faite de «sérénité dans le retrait»?**

Sage? Non. Pas plus qu'avant. Les sujets d'indignation sont toujours là, je ne me résigne pas.

**Comme vous le savez, les laïques, récusant l'hypothèse de la souffrance rédemptrice, cultivent volontiers, parmi leurs «valeurs», ce qu'ils appellent d'un de ces mots «savants» et pompeux que vous abhorrez sans doute, «eudémonisme», pour signifier une «quête du bonheur» fondée rationnellement et érigée en système. Quelle serait votre définition du bonheur?**

La carotte qui fait marcher l'âne. Le bonheur est un point asymptotique (pardon!) vers lequel on tend, que l'on ne peut atteindre mais dont on peut indéfiniment se rapprocher. Il ne dépend que peu des conditions matérielles (à moins de souffrance insupportable) mais il se savoure à tout instant à la seule condition d'y penser.

J'ai fait ce que j'ai pu. Quant au bonheur, il m'arrive de prendre conscience que tout ne va pas si mal, mais c'est tellement «normal» que je n'y pense pas. Ayant mené à bien un travail difficile, je me contente d'avoir fini et de penser à autre chose. C'est dommage. Je vis alors un instant qui serait de bonheur intense si je prenais seulement la peine de m'y arrêter.

Allez, je bavarde...

Les questions ont été élaborées par Jules Louis et Patrice Dartevelle

«Les sujets d'indignation sont toujours là, je ne me résigne pas».

«L'instinct brutal décide, l'intelligence exécute et justifie. Il serait temps que l'esclave se révolte».



# Le rebelle, le révolutionnaire et le révolté

La révolte est souvent considérée comme une attitude moins radicale que la rébellion ou la révolution. Être révolté revient certes à considérer comme inacceptables certaines situations: c'est un sentiment intimement associé au sens de la justice. Fondamentalement, ce sont les injustices qui révoltent. La révolte constitue donc un jugement sur le monde comme il va, ou plutôt comme il ne va pas. L'absence de révolte face à des violations graves des droits de l'Homme relève de l'indifférence à une conception de la justice (l'égalité de dignité de tous) pourtant acceptée en théorie, au moins du bout des lèvres. Mais la révolte apparaît souvent comme incomplète: l'indignation est une chose, l'action en est une autre. Il y a deux manières principales de ramener la révolte à une sorte de stade préparatoire de l'action véritable. Dans un cas, le révolté n'a pas encore atteint le stade du rebelle; dans l'autre, il n'est «pas encore» révolutionnaire. Je voudrais développer rapidement ces deux points, puis tenter de redonner à la révolte son crédit perdu. Nous en avons un urgent besoin au vu du cafouillage intellectuel qui a caractérisé les réactions aux événements du 11 septembre 2001.

Dans le prologue d'*Ainsi parlait Zarathoustra*, Nietzsche présente trois stades de l'émancipation, ou de ce qu'il appelle le passage du «trop humain» au «surhumain»: le chameau, le lion et l'enfant. Le chameau porte la charge de l'oppression politique, économique et spirituelle, il représente les humiliés et offensés par les despotes, les prêtres et les marchands. Le lion incarne précisément la révolte: il se débarrasse de tous les fardeaux, c'est-à-dire de l'hétéronomie (la Loi de l'Autre). Mais, selon Nietzsche, le révolté constitue une figure encore imparfaite de la libération: il lutte encore contre l'oppression, il se définit par l'Autre. La révolte relève encore (et peut-être surtout) du ressentiment: elle est, selon Zarathoustra, un cri de revendication, une protestation contre le monde, une incarnation de l'«esprit de vengeance». Il reste au lion à se métamorphoser en enfant et à retrouver l'innocence des premiers commencements. L'enfant tel que le voit Nietzsche n'est-il pas justement le rebelle par excellence? Quand il transgresse les règles, ce n'est pas parce qu'il en conteste la légitimité mais parce qu'il ne les voit pas: elles ne comptent pas pour lui, ou plutôt elles le gênent dans son libre mouvement d'affirmation du monde. Il dit «oui à toutes choses», et, dans cette pensée-action du «grand midi», il ne connaît ni Dieu ni maître. Il ne combat pas le Mal au nom du Bien (la Justice), mais se situe «par-delà le Bien et le Mal», dans l'innocence et la grande santé.

Je n'aime pas le romantisme de la rébellion: l'image du rebelle, qui me fascinait autrefois, me déplaît aujourd'hui (Ferré, l'anarchie, et tout le saint tremblement narcissique qui l'accompagne). Je déteste les majuscules et cette idée parfaitement puérile (c'est le cas de le dire) selon laquelle il y a d'une part les héros prométhéens de la Liberté, les grands inventeurs de Sens, et puis les autres, les grégaires, les chameaux ou même les lions, encore si dépendants de ce qu'ils s'obstinent à agresser au lieu de l'oublier. Je suis athée, mais je sais qu'il y a beaucoup de Homais parmi les sans-dieux et quelques esprits libres parmi ceux qui croient au Ciel. Et je pense que la révolte n'est pas un ressentiment déguisé. Mais avant de le démontrer, quelques mots sur l'autre prétendant à l'accomplissement de la révolte: le révolutionnaire.

## Le passage de l'ombre à la Lumière

J'utiliserai pour les besoins de ma démonstration une notion très large de la révolution: elle signifie un changement radical, un passage de l'ombre (obscurantisme) à la Lumière. Les enjeux de cette transformation fondamentale sont jugés tels que toute autre considération, fût-elle de morale élémentaire, doit lui être subordonnée. Ainsi Hegel dit-il du grand homme (celui qui agit dans le sens de la Nécessité historique) qu'il «écrase nécessairement mainte fleur innocente». Et à celui qui invoquerait le dévoiement de la révolte contre l'injustice dans la figure du révolutionnaire sûr de son bon droit, la réponse fuserait: vous êtes une

belle âme, uniquement soucieuse de la pureté de vos actes, vous n'acceptez pas de vous salir les mains en vous donnant les moyens de triompher. Si vous n'agissez pas dans le sens de l'Histoire, vous faites le jeu des pouvoirs en place, vous contribuez à la perpétuation de l'oppression, vous vous conduisez en révolté «petit-bourgeois», vous êtes complice des bourreaux. Curieuse inversion, dont Camus a si bien dévoilé la logique: «Mais les camps d'esclaves sous la bannière de la liberté, les massacres justifiés par l'amour de l'homme ou le goût de la surhumanité, désespèrent, en un sens, le jugement. Le jour où le crime se pare des dépouilles de l'innocence, par un curieux renversement qui est propre à notre temps, c'est l'innocence qui est sommée de fournir ses justifications»<sup>1</sup>.

Ce beau texte s'applique prémonitoirement à l'après-11 septembre. On froncerait à juste titre les sourcils si l'on m'entendait identifier purement et simplement cet atten-

tat à un acte révolutionnaire. Mais il faut prendre le terme dans le sens large que je lui ai donné plus haut: la Terreur n'a-t-elle pas acquis ses lettres de noblesse révolutionnaires? *Terroriser pour libérer*: n'est-ce pas là le sens même de cette violence quand elle est poussée au bout de ses implications logiques? Qui plus est: combien d'intellectuels n'ont-ils pas sous-estimé la dimension religieuse et fanatique de l'acte (l'islam contre les infidèles et la «sécularisation») en le condamnant certes (souvent en quelques lignes, comme s'il s'agissait d'une simple clause de style), mais en l'interprétant comme l'effet monstrueux de causes sociales (les inégalités et l'oppression engendrés par la domination de l'empire américain)? L'attentat du 11 septembre constitue en quelque sorte, de ce point de vue, une caricature, une poussée à l'extrême de la logique révolutionnaire. Et c'est de ce point de vue que la révolte doit être repensée: elle ne constitue pas une étape vers un mieux, vers un accomplissement dans la figure du rebelle ou dans celle du militant révolutionnaire. Tout au contraire: elle forme en elle-même, pour autant qu'on la comprenne correctement, l'accomplissement de la liberté. Pourquoi?

## Des «meurtriers délicats»

On dit du révolté qu'il ne va pas assez loin. Mais il est possible de transformer ce «vice» en vertu. On dira alors: le révolté possède le *sens de la mesure*. Et la Révolution est démesurée. Se limiter soi-même, est-ce se comporter comme une belle âme? Nullement. Il existe des situations d'oppression dans lesquelles la non-violence constituerait une acceptation passive du *statu quo* - mais la plus extrême vigilance critique est ici requise: une telle justification de la violence porte en elle-même les germes de la démesure. Camus encore: «quand les fins sont grandes, l'Humanité use d'une autre mesure et ne juge plus le crime comme tel, usât-il des plus effroyables moyens»<sup>2</sup>. Voyons aussi le thème des *Justes*, pièce dans laquelle Camus campe ce qu'il appelle des «meurtriers délicats». Contradiction dans les termes? Nullement, pour qui sait lire et comprendre: les révolutionnaires deviennent meurtriers par nécessité (en 1905, ils décident d'assassiner l'oncle du tsar pour hâter la chute de la tyrannie et libérer le peuple russe), mais, dans cet acte même de transgression, ils savent s'arrêter et garder leur vigilance critique: ils ne tueront pas deux enfants qui accompagnent le grand-duc.

Le terrorisme relève pour ainsi dire d'une double logique, stratégique et morale. Selon le critère de l'efficacité, s'attaquer à des innocents est meilleur que s'en prendre à de supposés responsables: les dirigeants sont mieux protégés, et le fait de menacer n'importe qui, sans discrimination, terrorise de façon plus accomplie. Moralement, bien entendu, la hiérarchie est inverse: la première étape du terrorisme (tuer les prétendus responsables,

sans autre forme de procès - et ne pas toujours pouvoir éviter les «dommages collatéraux», bel euphémisme) est moins inacceptable que la seconde (viser délibérément des innocents). Le meurtrier délicat (le révolté authentique, celui qui regarde et critique son acte au moment même où il le commet) est le contraire du révolutionnaire sûr de son bon droit. L'opposé absolu de la caricature de révolution sociale que constitue le terrorisme aveugle.

## Le sens de la mesure

«Si Dieu n'existe pas, tout est permis», disait Ivan Karamazov (qui ne pouvait s'en consoler). Les deux derniers siècles lui ont donné tort: les démocraties laïques, dont la caractéristique principale consiste à se débarrasser de Dieu pour organiser une société pluraliste, ont pu introduire un sens de la mesure (que les Américains appellent *checks and balances*, «contrôles» et «équilibres») en se souvenant de ce que c'est aussi Dieu qui a tout permis - et permet jusqu'à la Terreur la plus indiscriminée en vue du Bien. Mais quand la tyrannie s'installe (fût-ce celle de la mondialisation «américaine»), le révolté doit prendre lui-même la responsabilité de la Mesure. S'il exerce la violence, c'est en n'oubliant jamais la cause libératrice qui le motive et dont il risque de corrompre décisivement le sens. À ceux qui exercent la violence la plus aveugle avec une parfaite bonne conscience, mais aussi aux romantiques amoureux de l'amoralisme du rebelle (et, *in fine*, aux tenants de la non-violence universelle), il rappelle que seule la liberté qui se donne à elle-même sa propre mesure peut dépasser l'alternative stérile entre l'ordre asservissant de Dieu ou du despote et le «tout est permis» qui mène inévitablement à une nouvelle oppression. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles: la révolte comme étape en direction des accomplissements incarnés par le rebelle et le révolutionnaire. XXI<sup>e</sup> siècle: la révolte comme stade suprême et contrepoison tant de la rébellion que de la révolution. Cela ne fait que commencer, mais la renaissance de la pensée critique est là. ■

Guy Haarscher

<sup>1</sup> A. Camus, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951, coll. «Idées», p. 14.

<sup>2</sup> Camus commente cette phrase de Nietzsche comme suit: «Il est mort en 1900, au bord d'un siècle où cette prétention allait devenir mortelle... La responsabilité de Nietzsche est d'avoir, pour des raisons supérieures de méthode, légitimé, ne fût-ce qu'un instant, au midi de la pensée, ce droit au déshonneur dont Dostoïevski disait déjà qu'on est toujours sûr, l'offrant aux hommes, de les voir s'y ruer» (A. Camus, *L'homme révolté*, op. cit., pp. 100-101).

Guy Haarscher est professeur de philosophie à l'Université Libre de Bruxelles.

L'entretien de Jean Sloover  
avec Jeremy Blampain et Liliane Palut\*

# À l'@bordage!

Les pirates informatiques affirment lutter  
contre une société de l'information soumise à  
la logique marchande. Crime ou rébellion?

Cela fait songer au «grand rêve flibustier» qu'évoquait Daniel Defoe: se dresser contre l'ordre établi et bâtir, à partir des vaisseaux noirs, un monde nouveau qui soit l'envers d'un réel jugé insoutenable. L'idée à l'origine d'internet était en effet d'offrir un nouvel âge d'or à l'humanité. Rien d'étonnant dès lors à ce que les rebelles qui résistent à l'emprise du pouvoir économique sur le «réseau des réseaux» au nom de ce rêve fondateur aient pris le nom de «pirates». Certains n'ont pas manqué toutefois de dénoncer leur projet<sup>1</sup>. Notamment en soulignant l'ambiguïté de leur idéologie faussement anti-libérale. Les «e-cumeurs», disent notamment ceux-là, partagent, avec les apôtres de la pensée unique, une même aversion pour la régulation étatique. Formateurs dans le domaine du multimédia, Jeremy Blampain et Liliane Palut de la Fondation pour l'Université ouverte de Charleroi estiment, eux, que le cyberspace est vraiment le théâtre d'un combat sans merci...

**Internet est le symbole du capitalisme triomphant. Pourtant à l'origine, le projet qui a présidé à sa naissance était tout différent?**  
Internet est né d'une volonté d'un certain nombre de chercheurs universitaires de posséder un réseau de communication indépendant de toutes logiques marchandes. Il repose sur une double liberté: la liberté des standards informatiques et la liberté de communication, de publication et d'échanges d'informations. Le projet fondateur consistait donc à mettre au point un espace de communication ouvert à tous et dont le développement devait dépendre des utilisateurs eux-mêmes.

**Ce projet fondateur, dites-vous, est la source de nombreuses formes de résistance face aux stratégies de colonisation du cyberspace par les entreprises. Le mouvement le plus important à cet égard est bien celui des «hackers» qui signifie «bricoleurs»?**  
Les «hackers» se battent pour préserver la liberté des standards face aux tentatives des éditeurs commerciaux de logiciels d'imposer leurs normes. Pour les «hackers», seule une informatique libérée des logiques marchandes peut assurer que, demain, internet puisse rester un espace de communication libre. Si, demain, il dépendait totalement d'une société comme Microsoft, celle-ci aurait la possibilité d'empêcher la publication d'informations non conformes à ses intérêts.

Linux à l'assaut de Microsoft

Le mouvement des «hackers» est né au début des années soixante au *Massachusetts Institute for Technology*. Le MIT n'est pas réputé pour son esprit de rébellion. Quelles valeurs défendent les «hackers»? Ils défendent une vision anti-autoritariste et totalement libertaire du monde. Pour eux, l'informatique est un art dont les possibilités de communication peuvent permettre l'avancée du savoir et du progrès humain. Leur vision est basée sur une véritable utopie technologique et communicationnelle. Selon eux, le développement de l'humanité est tributaire des moyens de communication qui dépendent eux-mêmes du progrès technologique. Mais, pour que ce développement profite à tous, il faut que le progrès technologique ne soit tributaire d'aucune autorité. Sans cette condition, la créativité obéirait uniquement aux intérêts des puissants de ce monde.

**Pour les «hackers», la liberté a pour corollaire l'entraide volontaire?**  
Les «hackers» ne travaillent effectivement jamais seuls: ils partagent leurs informations, considérant que l'évolution du savoir technique ne peut se faire que par une logique d'échanges. Leur conception est ainsi aux antipodes de celle de l'informatique commerciale où chaque société travaille sur ses propres logiciels protégés par des brevets et des licences d'utilisation. Pour les «hackers», un logiciel doit rendre des services à la communauté et non être un simple produit

commercial. Et pour améliorer ceux-ci, les logiciels doivent être totalement libres afin que quiconque puisse les modifier.

**Certains «hackers» opèrent dans le respect de la légalité?**  
Leur mode d'action repose sur la conception du logiciel libre, dont le résultat le plus célèbre est le système d'exploitation Linux. Les logiciels libres sont des logiciels qui peuvent être modifiés, améliorés, copiés et distribués par leurs utilisateurs. Linux a été développé par une communauté de chercheurs qui s'est structurée en utilisant les possibilités d'information d'internet. N'importe qui peut participer au développement de Linux. Linux est devenu un système fiable qui apparaît de plus en plus comme une alternative crédible au système d'exploitation de Microsoft.

Cyberpunks: pour éviter 1984

**D'autres «hackers» n'hésitent pas devant des actions illégales?**  
Ils reprochent aux «légalistes» d'accepter trop de compromissions avec le pouvoir économique. Pour eux, la

lutte à mener doit être totale et une catégorie d'entre eux, les cyberpunks, n'hésitent pas à recourir à des moyens illégaux pour dénoncer la mainmise des multinationales sur les technologies de l'information. Ils s'attaquent ainsi aux sites Web des grandes sociétés en bloquant leur accès et développent des virus informatiques virulents. Ces actions visent à miner le crédit que les utilisateurs accordent aux logiciels commerciaux: si ces attaques et ces virus sont possibles, c'est parce que ces logiciels comportent des failles dues à une commercialisation trop rapide.

**Mais les cyberpunks s'inquiètent aussi du totalitarisme qui pourrait survenir si l'on continue à confier une partie des activités humaines à des réseaux informatiques commerciaux.**  
En effet, les sociétés commerciales, en maîtrisant l'ensemble du processus de production de l'information, bénéficieraient alors d'un pouvoir énorme de surveillance et de contrôle sur les activités humaines. Le capitalisme pourrait alors réussir à imposer mondialement sa domination au niveau des consciences. Le projet fondateur d'internet conduirait ainsi à un univers cauchemardesque similaire au 1984 de George Orwell.

© Flémal

Pour se réapproprier le monde, les citoyens doivent maîtriser à leur tour les technologies de l'information.

**Vous estimez que les régulateurs font le lit de l'internet commercial?**  
Le discours des régulateurs insiste sur les aspects les plus négatifs d'internet, aspects qui sont souvent repris par les médias. Dès lors, le grand public finit par avoir l'impression que les pédophiles, les néonazis, les pornographes l'occupent majoritairement. Ceci jette le discrédit sur la richesse du Web indépendant produit par les citoyens eux-mêmes. Le grand public risque alors de ne plus faire confiance qu'aux grands portails commerciaux qui offrent de l'information standardisée conforme à la pensée dominante.

Les deux faces de l'individualisme

**Est-il inconcevable de réguler internet sans brimer la liberté d'expression?**  
Régulation et liberté sont des termes antinomiques qui ne peuvent se concilier. Sur quelle base définir une telle

régulation? L'accepter nécessiterait de mettre un pouvoir considérable entre les mains d'une instance. Il suffit d'analyser le discours des tenants de la régulation pour se rendre compte immédiatement, qu'au-delà de la lutte légitime contre le racisme, la violence, le négationnisme et la pornographie, se cache la volonté de réguler tout contenu qui n'irait pas dans le sens des bien-pensants qui, aujourd'hui, envahissent nos sociétés.

**Le Web est-il vraiment nécessaire pour résister à l'idéologie dominante?**  
Aujourd'hui, les réseaux informatiques structurent les relations entre les multinationales; ils permettent au monde économique une plus grande efficacité dans ses stratégies. Dès lors, les citoyens ne peuvent faire l'impasse sur internet: il représente le moyen par excellence de structurer des actions sur un vaste ensemble géographique. À l'époque du mouvement ouvrier, les entreprises développaient leur stratégie au niveau régional ou national. À présent, elles agissent au

Pour les «hackers»,  
ce qui compte, ce n'est pas  
la consommation  
mais la création libre.

niveau mondial grâce aux moyens fantastiques de communication dont elles disposent. Pour se réapproprier le monde, les citoyens doivent donc les maîtriser à leur tour.

**La plupart des «hacktivistes», dit Philippe Breton, sont des hyper-individualistes. N'est-il pas dès lors paradoxal de leur prêter une subjectivité anticapitaliste comparable à celle qui irrigue la nouvelle radicalité qui envahit l'espace public et qui paraît, elle, témoigner d'une profonde aversion pour l'individualisme hérité de la modernité libérale?**  
Il existe plusieurs formes d'individualisme. Le capitalisme d'aujourd'hui réduit la personne à sa dimension d'individu consommateur. Mais la

démocratie et la liberté ne peuvent pour autant faire l'impasse sur l'individualisme. Elles reposent même sur une conception foncièrement individualiste: celle d'un individu conçu comme un sujet à part entière, qui rêve, pense, refuse et se révolte. Nous vivons hélas une époque où l'on associe trop facilement les termes entre eux. Si on est pour le capitalisme, alors forcément on est individualiste et si on est individualiste, alors on est pour le capitalisme. Ce genre de simplification est abusif. La radicalité qui envahit l'espace public, si elle conteste la vision individualiste du capitalisme actuel, s'inscrit néanmoins dans un certain nombre d'idéaux issus de la modernité libérale que le capitalisme n'épuise pas. Il n'en est qu'une forme dérivée et ses opposants, aujourd'hui, soutiennent en fait une autre forme de cette modernité. Or les «hacktivistes» défendent une vision du monde justement aux antipodes de celle du capitalisme. Pour eux, ce qui compte, ce n'est pas la consommation mais la création libre.

\* Auteurs de *Résistance sur Internet – Utopie technologique contre logique marchande*, Contradictions Bruxelles, L'Harmattan Paris, 159 pages.

<sup>1</sup> Voir l'interview de Philippe Breton dans «Espace de libertés» numéro 292.



# Jean Van Lierde, l'insoumis

En disant NON à l'armée, j'exprime mon internationalisme socialiste. En refusant l'uniforme, j'affirme que tous les hommes sont frères. En n'acceptant pas l'apprentissage du «meurtre légal», je proteste contre la folie des gouvernements qui massacrent des générations au nom de la liberté et du droit à la vie. (...)

J'oppose mon veto moral et social à la folie de l'homicide collectif. La guerre, c'est le tombeau de la liberté, le refus de la révolution socialiste, la négation de l'esprit et de la vie, la trahison de la catholicité de l'Église et la grande injure à la Croix d'amour. C'est pourquoi je lui réponds NON. Et si je refuse le service militaire qui la prépare, c'est pour les mêmes raisons, considérant de plus l'armée comme une école de seroilisme et d'automatisme dégradant, comme l'apprentissage du meurtre, comme un centre de prostitution intellectuelle et morale, comme un laboratoire qui anesthésie les consciences en cultivant la perte du sentiment de culpabilité chez les hommes, permettant ainsi les sanglantes hécatombes de millions d'êtres.

Le 3 octobre 1951, devant le conseil de guerre où il comparait pour avoir refusé d'effectuer son service militaire, le grand jeune homme au visage émacié et barbu qui lit posément cette déclaration inouïe, au sens littéral du terme, ne sait pas encore qu'il vient de signer un des textes les plus forts de l'antimilitarisme mondial. Jean Van Lierde, car c'est de lui qu'il s'agit, vient alors d'effectuer son second séjour en prison.

Né en 1926, Jean Van Lierde est issu d'un milieu ouvrier modeste: son père est contremaître aux usines Tudor à Florival, et sa mère, couturière de profession, tient le ménage. Profondément chrétien, il est dirigeant chez les Routiers scouts catholiques et milite au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Curieux de tout, il a soif d'apprendre, mais la guerre va en décider autrement. En 1941, pour des raisons économiques, il est contraint d'abandonner ses études et son père le fait engager au bureau d'études des usines Tudor. Pour Jean, c'est un renoncement, une frustration terrible, mais qui le poussera à toujours vouloir apprendre, notamment en lisant énormément.

Deux autres événements vont déterminer l'attitude du jeune Jean. Tout d'abord, lors de la libération de Wavre où il habitait, il assiste aux débordements des vainqueurs: vengeances gratuites, dénonciations injustifiées, arrestations sommaires. Sa conscience de jeune chrétien en est bouleversée. Contrairement à ses amis, il refuse de porter une arme et, plus d'une fois, il empêche l'exécution de soldats allemands capturés.

Ensuite, en 1945, lorsqu'il travaillera chez Solvay à Bruxelles, il rencontre le libraire libertaire Marcel Dieu, dit Hem Day, qui avait fait l'objet d'un retentissant procès pour avoir refusé un rappel au sein de l'armée. Ils se lient d'amitié, et Hem Day lui procure toute une littérature dont il ne soupçonnait même pas l'existence. Jean lit tout, et, sans renier ses croyances religieuses –bien au contraire, il va les conforter–, il ancre ses convictions bien à gauche, mais dans une gauche libertaire et anti-autoritaire. Très tôt, il lit les anarchistes: Proudhon, Bakounine, Reclus, Voline, mais aussi les écrits syndicalistes de Monatte. Ceux-ci le vaccineront contre la tentation communiste, qui attirent de nombreux intellectuels à cette époque où le prestige de

l'Union soviétique est à son apogée. Hem Day lui fera connaître les idées antimilitaristes et non violentes des premiers chrétiens, ainsi que celles, capitales, de Gandhi. Ce sera pour lui une révélation: enfin il avait trouvé la justification théorique de ses convictions. De plus, Hem Day lui ouvrait les portes de l'Internationale des Résistants à la Guerre (IRG), créée en 1919 pour unir tous les objecteurs de conscience de par le monde. Seconde révélation: il n'était pas seul! Dès lors, sa décision est prise: il refusera d'entrer à l'armée et exigera la possibilité d'effectuer un service civil.

### Objection de conscience

C'est le 10 octobre 1949 que Jean est convoqué au centre de sélection à la caserne Marie-Henriette de Namur. Dès son entrée, il refuse d'être immatriculé et ne signe aucun des documents qui lui sont présentés. Résultat: il est immédiatement arrêté pour insubordination. Son premier séjour en prison se prolongera jusqu'au 25 novembre: l'armée, ayant commis une erreur administrative, ne pouvait en effet le retenir plus longtemps. Réaliste, Jean sait qu'il sera inmanquablement rappelé, et recherche une issue politique. Son cas avait défrayé la chronique et ses nombreuses relations commençaient à se manifester. Le 28 novembre se constitue le Groupement d'action pour un statut légal de l'objection de conscience dont font notamment partie l'avocat Charles Gheude, Jules Gérard ou encore Raymond Rifflet et François De Troyer. C'est en son sein que seront rédigées les premières ébauches d'un statut de l'objecteur de conscience. Une proposition de loi, directement issue des travaux du groupe, sera déposée à la Chambre par le député socialiste brabançon Gaston Bacchus le 21 novembre 1950. Son parcours législatif allait encore durer près d'une quinzaine d'années... Mais l'armée persiste: en ce même mois de novembre, Jean reçoit un second ordre de rejoindre. Nouveau refus, et nouvelle condamnation, plus lourde cette fois. En prison, Jean lit toujours énormément, et entretient une correspondance titanesque avec toutes les personnalités du pays. Libéré le 13 juillet 1951, il apprend que le gouvernement ne lui accorde qu'un court sursis, jusqu'au 30 juillet. À nouveau incarcéré, il passe en conseil de guerre le 3 octobre, et est condamné à une peine relativement légère: 6 mois d'emprisonnement. Il est libéré le 25 janvier 1952, mais quinze jours auparavant, il avait appris que l'armée persistait à vouloir l'incorporer! Cette fois, exaspérés, ses amis politiques de tous bords font pression sur le ministre de la Défense nationale qui, finalement, accepte de le libérer de ses obligations militaires s'il travaille comme mineur de fond jusqu'à l'âge de 28 ans. Jean accepte ce qu'il considère comme une ébauche du futur service civil des objecteurs. Mais il ne sera définitivement quitte de l'armée qu'en 1957, et ne sera officiellement reconnu objecteur qu'en 1965, après le vote de la loi instaurant un statut pour les objecteurs.

Jean Van Lierde se met donc en quête de travail dans le bassin de Charleroi. Nous sommes alors en pleine bataille du charbon, mais malgré la pénurie de main-d'oeuvre, aucun patron ne voudra l'engager. En fait, la manoeuvre

était concertée: personne ne voulait de cet agitateur! Il fallut de nombreuses pressions syndicales, ainsi que l'intervention du ministère du Travail, pour qu'il trouve un emploi dans le charbonnage ayant la plus mauvaise réputation de la région: le Bois du Cazier à Marcinelle. Pour Van Lierde qui n'avait jamais travaillé que dans des bureaux, le contact avec le monde de la mine est brutal. Éreinté, il tente malgré tout de conserver ses capacités intellectuelles; plus d'une fois il se décourage, mais n'abandonne pas. Au contraire, il n'envisage de rompre son contrat que si le gouvernement ne tient pas sa promesse de légiférer en faveur des objecteurs. Mais les circonstances en décideront autrement. Révolté, il dénonce l'attitude des porions qui considèrent les mineurs comme des «bêtes à produire», sans se soucier de leur sécurité, ce qui lui vaut de solides inimitiés et un premier préavis. Peu après, il ose se mettre en grève pour contester le projet du gouvernement de porter la durée du service militaire à vingt-quatre mois. Considéré comme une forte tête, il reçoit un second préavis qui, comme le premier, sera rapporté suite aux interventions des syndicats. Mais, physiquement épuisé, Jean tombe malade. La direction du Bois du Cazier le licencie immédiatement et cette fois, de façon définitive. De son expérience comme mineur, il écrira une plaquette au titre évocateur: *Six mois dans l'enfer d'une mine belge*, éditée en 1953 par les Jeunes Gardes Socialistes. Il y décrit minutieusement les conditions de travail pénibles, l'inhumanité des chefs, les déficiences en matière de sécurité. Ni les syndicats, ni bien entendu le patronat, ne voudront croire son témoignage. Trois ans plus tard, en août 1956, la catastrophe prouvait tragiquement combien il avait raison...

En décembre 1952, l'Internationale des Résistants à la Guerre l'envoie comme délégué au congrès du Conseil mondial de la Paix, alors dominé par les communistes stalinien. Jean tient à y intervenir pour dénoncer les guerres coloniales, les procès politiques à l'Est et l'objection de conscience. Lorsque le président du CMP, Frédéric Joliot-Curie, apprend la teneur de son discours, il le convoque en tête-à-tête pour le dissuader d'aborder ces thèmes inédits à l'époque. Il veut l'interdire de parole, mais Jean menace d'alerter la presse sur ces manoeuvres et obtient finalement gain de cause.

Libéré de ses déboires avec l'armée, Jean reprend son travail chez Solvay et se lance dans le combat anticolonialiste. Depuis 1952, il collaborait à la revue *Routes de Paix* dans laquelle il réaffirmait ses engagements aux côtés des opprimés du monde entier. Tout en ne reniant en rien ses convictions non violentes, il y dénonçait notamment les exactions des puissances coloniales, et notamment celles de la France en Algérie. La réaction fut directe: par trois fois, la revue, dont une grosse partie du tirage était diffusée dans la métropole, fut interdite. Par trois fois aussi, elle renaîtra sous un autre nom et une autre couverture... Elle republia notamment les articles interdits de la revue *Les Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre, saisie par la justice française. Mais la solidarité de Jean s'exprima aussi concrètement, avec le Comité pour la Paix en Algérie, par une aide directe au Réseau Janson, aux militants du FLN qui transitaient par notre pays et aux objecteurs de conscience qui venaient y trouver refuge. Ce qui lui valut de recevoir, lui aussi, un colis piégé... heureusement intercepté à temps.

### Le Congo et Lumumba

Évidemment, le militant anticolonialiste ne pouvait pas ne pas se préoccuper du Congo. Dès le milieu des années cin-

quante, Jean est en contact avec les premiers étudiants noirs. Des groupes de réflexion sur l'avenir du Congo voient le jour. En 1956, le même groupe qui animait *Routes de Paix* ouvre un Centre de documentation internationale à Bruxelles. Celui-ci deviendra rapidement le lieu où se discutent les multiples problèmes de l'émancipation du Congo. Jean crée les *Amis de Présence africaine*, du nom de la revue éditée à Paris par Aimé Césaire avec qui il est en contact régulier. En 1959, Jean invite Patrice Lumumba, de passage en Belgique, pour une série de conférences. Il s'aperçoit alors du talent et des capacités du futur dirigeant. Et surtout, Lumumba présente pour Jean une caractéristique unique: il est le premier à avoir une vision supra-ethnique, qui en fait un interlocuteur d'une rare lucidité. Jean deviendra l'un de ses conseillers officieux, mais surtout il le convaincra d'adopter, à l'instar de N'Krumah au Ghana, une stratégie non violente dans sa lutte pour l'indépendance de son pays. En juin 1960, le gouvernement belge, désireux de pouvoir «contrôler» Lumumba au cas où les choses tourneraient mal, se sent même obligé de faire appel à Van Lierde, le seul qui, à ses yeux, aurait pu avoir une influence sur lui. Jean accepte car, loin de vouloir faire la politique du gouvernement, il s'était défini une autre mission avec ses amis progressistes belges: faire en sorte que Kasa-Vubu, Lumumba et Adoula constituent les trois pôles du futur gouvernement congolais. Kasa-Vubu sera finalement élu président et Lumumba Premier ministre. Sur l'insistance de Jean, qui a toujours démenti en avoir écrit la moindre ligne, Patrice Lumumba fera le 30 juin ce fameux discours imprévu qui indisposa tant le roi et les autorités belges, et, on ne le sait que depuis la publication des conclusions de la commission d'enquête parlementaire, précipita son tragique destin.

En 1958, Jules Gérard-Libois lui propose de devenir le premier employé du Centre de recherche et d'informations socio-politiques (Crisp), qu'ils venaient de créer. Jean accepte d'enthousiasme, car pour lui, l'autodidacte, c'est un défi et une victoire que de se retrouver au sein d'une équipe de brillants universitaires! Durant vingt-cinq années, il participera ainsi au décryptage de la vie politique belge et congolaise avec une rigueur et une exactitude qui ne seront jamais prises en défaut. Sans pour autant cesser de militer, notamment pour la défense des objecteurs de conscience et des opprimés partout dans le monde. C'est ainsi qu'il fonde, avec ses amis de l'IRG et du MIR (Mouvement international de la Réconciliation), la Confédération du Service civil de la Jeunesse qui «gérera» les objecteurs belges jusqu'à la disparition du service civil en 1994, ou encore, avec Pierre Galand et bien d'autres, le Comité national d'action pour la paix et le développement qui organisera à Bruxelles dans les années 80 les gigantesques manifestations anti-missiles.

Jean Van Lierde est en quelque sorte la conscience de la Belgique des années de guerre froide; sans jamais avoir fait de politique active, il a su s'attirer la sympathie de nombreuses personnalités de tous bords, uniquement par la force de ses convictions et la justesse de ses propos. Aujourd'hui, il met volontiers ses volumineuses archives à la disposition des chercheurs; c'est ainsi qu'il a récemment collaboré étroitement à la commission parlementaire chargée d'élucider le meurtre de Patrice Lumumba. Toutes ses victoires, il les a toujours remportées dans le respect de son adversaire. Et même s'il est parfois rude en paroles, il est constamment resté fidèle à ses idéaux de non-violence et de tolérance qui l'animent toujours aujourd'hui.

Pierre Arcq

À lire:

Van Lierde, Jean, en collaboration avec Xavier Zeebroek et Pierre Arcq, *Un insoumis*, Labor, 1998.

Van Lierde, Jean, *Carnets de prison (1949-1952)*, EVO, 1994.

Van Lierde, Jean et De Bosschère, Guy, *La guerre sans armes*, Éditions Luc Pire et L'Harmattan, à paraître incessamment.

*Les objecteurs de conscience (1919-1984)*, Confédération du service civil de la jeunesse, 1984.



# La semaine infernale ou la satire nécessaire

Difficile de parler d'émissions, d'une équipe dont on fait partie. Encore que ma position soit simplifiée par le fait que, si l'amitié qui me lie à ses «membres historiques remonte (pour certains d'entre eux) à pas mal d'années, je n'ai intégré *Le jeu des dictionnaires* et *La semaine infernale* qu'en septembre 1998. Alors que le premier numéro de ce *talk-show* satirique date de septembre 1987...

Cela fait donc plus de quinze ans que, sur la première chaîne radio de la RTBF, *La semaine infernale* fait joyeusement sauter le vernis du monde politique, économique et médiatique belge. Que, sous le couvert d'un quizz humoristique autour de l'info, elle entaille la langue de bois, raille les dysfonctionnements, cible les «contrevérités». Sans méchanceté gratuite mais avec ironie souvent, virulence parfois, amusement toujours. Et si les attaques peuvent être nominatives, l'émission n'a pas généré un seul procès, de même qu'elle n'a jamais fait l'objet de censure. C'est à noter. Et pourtant... «La RTBF a été piégée par l'arrivée presque accidentelle de cette émission, dont elle a refusé le projet assidûment pendant douze ans au moins», me confirmait récemment Marc Moulin. «D'ailleurs, au départ, elle ne constituait qu'une partie d'un magazine présenté l'après-midi par Jacques (Mercier). Cette maison ne remettra jamais plus un pareil projet sur antenne, je le garantis...».

*La semaine...* sentirait-elle vraiment le souffre? Disons qu'elle doit agacer périodiquement quelques politiciens, même si d'autres nous font part du plaisir (sincère?) qu'ils ont à l'écouter - certains ont même assisté à son enregistrement! Mais en fait, le risque n'a jamais été là. Il est dans l'esprit de ceux qui, à l'intérieur de la cité Reyers, pour-

raient vouloir anticiper les souhaits (le courroux) de tel ou tel élu. Est-ce pour cela que l'émission n'a, jusqu'ici, jamais réintégré sa case du samedi matin, nettement plus «visible» et génératrice d'audience? Qui sait? Est-ce la raison qui explique que son adaptation télé n'a jamais abouti? Peut-être... mais pas uniquement. Passer d'un média à l'autre, ce n'est pas seulement ajouter l'image au son, c'est glisser dans une autre dimension, «parler en relief», rendre le moindre mot plus saillant. Clairement, il n'est pas simple de transformer en show télé, sans se noyer dans trop de compromis formels ou éditoriaux, ce que nous cuisinons autour de quelques micros et d'une table en compagnie de Juan d'Oultremont, Pierre Kroll, Raoul Reyers, Jacques Mercier, Laurence Bibot, Marc Moulin - sans oublier Philippe Geluck qui, s'il est parti

**Sous le couvert d'un quizz humoristique autour de l'info, *La semaine infernale* entaille la langue de bois, raille les dysfonctionnements, cible les «contrevérités».**

vers d'autres studios, a contribué lui aussi à faire sauter quelques tabous. Car, finalement, *La semaine infernale* est, avec le *Jeu des dictionnaires* (même équipe, même horaire, même chaîne\*), la seule émission qui traite avec tant d'impertinence le monde politique, l'Église et la famille royale, la Grande Muette en prime. Par la bande, le non-sens, la mise en scène - tout est évidemment dans la manière. Il est d'ailleurs malheureusement probable que quiconque se risquerait aux mêmes «sorties» dans une autre case prendrait de sérieux risques. Et nous-mêmes, en télé. «Le système politico-médiatique est prêt à nous laisser mariner en radio jusqu'à la fin des temps s'il le faut (sauf en *prime time* évidemment). Mais de télé, il ne sera jamais sérieusement question», ajoute Marc. «On invoquera le marketing et autres techniques qui tiennent lieu d'idéologie des médias dans les sphères dirigeantes».

Mais il est une autre raison, aussi, qui relève de la frilosité pathologique de beaucoup de «décideurs» du petit écran. «La Belgique n'est pas la France; le public belge n'est pas prêt pour ce type d'humour à la télé...» Combien de fois n'a-t-on (n'ai-je) pas entendu de telles sentences qui ont eu pour effet de confiner bien trop longtemps l'humour autochtone à l'imitation (ou au graveleux). Certes, il n'y a pas chez nous une tradition de «bouffon du roi», pas plus que de chansonniers, mais pourquoi, si vraiment le goût du politiquement incorrect nous était étranger, les téléspectateurs belges doperaient-ils l'audience des *talk-shows* français incisifs et percutants? Et que dire de la causticité de nombreuses émissions de la VRT?

Le salut est sans doute à trouver dans l'esprit du service public qui, même s'il est contraint de flirter de temps à autre avec une large audience, consensuelle, rassurante et donc publicitairement rentable, doit proposer une offre originale plutôt que d'épouser la demande. Se mettre en danger, oser, comme disait l'autre.

Mais un nouvel administrateur est entré boulevard Reyers. Et nul doute qu'il ne tardera pas à marquer les grilles de son empreinte. De les ouvrir un peu plus? Suite à la saison prochaine...

Olivier Monssens

## «Amen»: nihil obstat

Le 21 février, la Justice française a finalement permis à Constantin Costa-Gavras de laisser en place les affiches de son nouveau film *Amen*. Le juge a estimé que «l'affiche se trouve en parfaite adéquation avec, à la fois, le propos qu'elle annonce et la pensée actuelle de l'épiscopat français». Le film évoque les relations entre le Vatican et l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale. Il met en scène l'histoire tragique et réelle d'un officier SS, Kurt Gerstein, protestant idéaliste, qui alerta en vain l'Église, le Vatican et les diplomates sur les camps d'extermination, et d'un personnage fictif, le jeune jésuite Ricardo Fontana. Gertstein finit pendu dans sa cellule. Costa-Gavras a adapté la pièce *Le Vicaire* de l'Allemand Rolf Hochhuth, qui avait fait scandale dans les années 60. Cinéaste politique, Costa-Gavras est notamment l'auteur de *Z* (1968) sur la dictature en Grèce, de *L'Aveu* (1970) sur les régimes totalitaires de l'ex-bloc soviétique et de *Missing* sur la dictature au Chili. «L'affiche correspond au problème posé par le film et traité aussi par de nombreux historiens: celui de la responsabilité du Vatican du fait de sa passivité lors du génocide des juifs et des tziganes par les nazis», affirme le cinéaste. L'affiche en cause mêle étroitement le graphisme de la croix chrétienne et de la croix nazie. Elle a été réalisée par le photographe italien Oliviero Toscani, auteur de campagnes de publicité pour Benetton qui ont défrayé la chronique.

### Des plaintes convenues...

La Justice française avait été saisie par une association d'extrême droite ultracatholique, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF), présidée par Bernard Antony, conseil-

ler régional Midi-Pyrénées du Front national. L'AGRIF estime que cette affiche «est disposée de façon à faire éclater immédiatement un amalgame total et sans nuances entre les catholiques et le nazisme». Mais les attaques ont fusé de toutes parts. Les unes prévisibles, comme celle de Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, qui estime que le graphisme de l'affiche était «fauteur de haine». De même, Jean-Pierre Ricard, président de la Conférence des évêques de France, a estimé que «quelle que soit l'interprétation historique qui peut être donnée du rôle de l'Église et du Vatican durant la Deuxième Guerre mondiale, la superposition de la croix chrétienne et de la croix nazie crée une identification intolérable du symbole de la foi des chrétiens avec celui de la barbarie nazie». Et de songer à une interdiction, comme ce fut le cas en 1997 contre une campagne publicitaire de Volkswagen et en 1998, contre l'affiche du film de Milos Forman *Larry Flint*. Sans s'arrêter là: une fois réglé le problème de l'affiche, «on pourra discuter du film et de la manière dont il interprète les événements et les faits», a relevé le père Stanislas Lalanne, secrétaire général de la conférence des évêques de France. Un avis comparable a été émis par les évêques allemands.

### ...et inattendues

D'autres attaques sont plus surprenantes, comme celle du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) qui a protesté contre «une image publicitaire qui manie dangereusement -et mensongèrement- l'amalgame». Selon le MRAP, «un graphisme qui entremêle croix chrétienne et croix gammée est d'abord la négation de l'opposition irréductible entre la doctrine nazie et le message du christianisme (et du judaïsme)». Ce faisant, le MRAP fait sienne la déclaration du président du Comité français pour la mémoire de la Shoah, «il ne faut pas jouer avec les symboles religieux».

De même, dix personnalités éminentes de la communauté juive,

### Ouvrir les archives du Vatican

parmi lesquelles l'ancien président du Congrès juif européen et du CRIF Henri Hajdenberg, le grand rabbin de France René-Samuel Sirat, le président de la section française du Congrès juif mondial Emmanuel Weintraub ou l'historien des idées religieuses Gérard Israël, ont considéré l'affiche comme «un amalgame malsain».

Par contre, l'association de promotion des libertés et de la laïcité «Réseau Voltaire» a estimé que ce débat sur l'affiche constituait «une diversion facile pour ne pas avoir à commenter le fond de l'œuvre. Nul ne considère les catholiques d'aujourd'hui comme responsables des crimes commis hier par le pape Pie XII».

À vrai dire, les protestations des autorités religieuses sont rendues assez vaines par leur volonté d'occulter les pièces de l'Histoire. Ainsi, les archives du Saint-Siège concernant une partie de la période du pontificat de Pie XII pendant le nazisme et l'Holocauste (1922-1939) ne seront pas ouvertes avant trois ans. C'est seulement plus tard, mais à une date encore inconnue, que seraient dévoilés les documents sur les relations Vatican-Allemagne sous le pontificat de Pie XII entre 1939 et 1958. Le processus de béatification de Pie XII est actuellement en cours au Vatican.

En août 2001, le Vatican avait dû constater officiellement l'«échec» des travaux d'une commission mixte d'historiens juifs et catholiques chargés d'examiner le rôle de l'Église catholique pendant cette période. Le Congrès juif mondial avait annoncé à New York que les travaux de la commission, créée en octobre 1999, avaient été suspendus après le refus du Vatican d'ouvrir ses archives aux historiens. ■

Maxime Coppin

Une fine équipe qui agace parfois mais amuse souvent.

\* *La semaine infernale*, le vendredi de 17h10 à 18h sur La Première / RTBF. *Le jeu des dictionnaires*, du lundi au jeudi de 17h10 à 18h sur La Première / RTBF.



# L'arc-en-ciel, côté cour et côté jardin

Le printemps charrie les premières senteurs de campagne: les partis se mettent en position sur la ligne du départ. Pas de doute, l'heure du bilan approche pour l'équipe de Guy Verhofstadt.

**La Sécu quitte, désormais, le champ de l'«universalisme», jusqu'ici jalousement gardé et régenté par les partenaires sociaux, pour entrer dans celui d'une logique de sélectivité.**

Promis, juré: l'arc-en-ciel ira jusqu'au terme de la législature, c'est-à-dire aux alentours de juin prochain. Mais la trêve pascale approche, les vacances estivales s'inscrivent déjà dans son sillage et, dès la rentrée, la campagne électorale démarrera en force. Résultat? Ces perspectives font d'ores et déjà frémir l'ensemble du cénacle politique et incite les uns et les autres à prendre un peu d'avance sur le concurrent. Les partis sont donc résolument sur pied de guerre.

La «refondation» du PRL-FDF-MCC en «Mouvement» est l'un des premiers signes tangibles, sur la scène francophone du moins, des tentatives de positionnement et d'élargissement de la cible électorale. Certes, Daniel Ducarme a dû remiser son rêve de fusionner

les trois composantes de la fédération dans le grenier des rêves inaccessibles. Décidément rétif, le FDF d'Olivier Maingain a saboté la manœuvre. Et, puisque le grand frère PRL a plus que jamais besoin de l'apport du FDF pour consolider ses positions à Bruxelles et résister à la montée en puissance du PS (le souvenir des élections communales est encore présent à tous les esprits libéraux), Ducarme n'a pas pu s'offrir le luxe de larguer ce remuant acolyte et prendre le luxe de le voir, le cas échéant, s'acoquiner avec le PSC. Ainsi, le «Mouvement» ressemble

davantage à l'UDF –qui, en France voici quelques années, tentait de rassembler avec plus ou moins de bonheur diverses composantes hétéroclites– qu'au parti socialiste d'outre-Quévrain, certes tiraillé entre plusieurs tendances, mais néanmoins homogène dans ses structures.

Qu'à cela ne tienne: le Mouvement de Ducarme a néanmoins réussi un beau coup en annonçant virilement, dès le début du mois de mars, son intention de revendiquer le poste de futur Premier ministre pour l'un des siens, en l'occurrence Louis Michel, l'actuel vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Voilà de quoi séduire, peut-être, quelques électeurs confiants dans la capacité de Michel, porte-flambeau du «libéralisme social», d'imposer le respect au-delà de la frontière linguistique. Il y a là-dedans, bien sûr, une bonne dose de poudre aux yeux: on voit mal pourquoi les Flamands céderaient cette fonction emblématique aux francophones minoritaires. À moins que l'ensemble des partis du nord du pays accusent une déconfiture électorale telle qu'ils se verraient plongés dans un état de crise existentielle leur interdisant de revendiquer la barre du prochain gouvernement. Ce scénario n'est, il est vrai, pas tout à fait exclu: depuis l'explosion de la Volksunie en deux groupuscules (Spirit, progressiste et N-VA, nationaliste conservateur), le paysage politique flamand est plus éclaté que jamais. Il est donc possible qu'aucun vainqueur n'émerge plus ou moins clairement au lendemain des prochaines élections législatives. Bien plus dramatique encore, cette perspective –qui revient involon-

tairement à l'esprit bien qu'on essaie de l'en chasser– que le Vlaams Blok pourrait être le seul gagnant du scrutin en Flandre...

## Les Verts: le maillon faible

Cela dit, si l'éventualité d'un Premier ministre francophone vient émousser certains esprits sudistes, rien ne dit, bien sûr, que ce chef de file sera libéral. Ce serait oublier la force de frappe du PS et sa capacité de résistance aux coups de butoir libéraux: en Communauté française, les socialistes restent, jusqu'à preuve du contraire et pour longtemps encore peut-être, la force politique incontournable. D'où, sans doute, ce profil de «force tranquille» adopté, ces dernières semaines, par Elio Di Rupo, le président du PS<sup>1</sup>. Le «coureur de fond», ainsi qu'il aime à se qualifier, réserve vraisemblablement ses coups de force médiatiques pour plus tard. Sa position actuelle sur l'échiquier politique francophone est, de loin, la plus confortable. Ce qui, s'il n'y prend garde, pourrait néanmoins lui réserver quelques revers de fortune: le CVP n'a-t-il pas fait l'amère expérience du déclin après avoir nourri, durant des décennies, un sentiment de supériorité que l'on croyait inébranlable? C'est bel et bien ce même sentiment qui, aujourd'hui, anime les esprits socialistes, leur interdisant la moindre concession à Écolo, qu'ils ont préféré tour à tour snober et tourmenter plutôt que d'en faire des alliés objectifs en vue de la consolidation d'un authentique axe de gauche au sein du gouvernement arc-en-ciel. Voilà, par conséquent, les Verts fort mal pris et condamnés à ressasser sans cesse la même antienne déprimante: «Nous n'avons pas pu réaliser grand-chose, nous sommes le maillon faible de l'arc-en-ciel parce que les autres partis nous sabotent, mais, sans nous, ce serait pire encore...»

Les écologistes auront, néanmoins, remporté une manche, qui s'inscrira sans doute, dans les futures annales, comme la touche verte de cette pre-

mière expérience de gouvernement à participation écologiste: la programmation de la sortie belge du nucléaire. On aurait pourtant pu, sur ce dossier délicat aux multiples implications symboliques, politiques et économiques, assister à un crêpage de chignon en règle entre les libéraux, les socialistes et les Verts. Mais nécessité aidant, le gouvernement a décroché un compromis à la sortie de l'hiver. À point nommé, à la veille d'une de ces assemblées générales –traditionnellement délicates– d'Écolo qui, sans cette plume au chapeau d'Olivier Deleuze, le secrétaire d'État à l'Énergie, promettait d'être plus tendue et plus déstabilisante pour le secrétariat fédéral d'Écolo (la «tête» du parti), chroniquement remis en cause par les troupes militantes, voire par les parlementaires et les ministres eux-mêmes.

## Un peu d'air frais et d'inquiétantes ruptures

Ainsi, chaque formation politique pourra se présenter devant l'électeur avec «ses» acquis: la réforme fiscale pour les libéraux, l'emploi et le relèvement de certaines allocations sociales (des sujets cependant peu «visibles») pour les socialistes et le nucléaire pour les Verts. Les mérites de la réforme de l'État et du refinancement des Communautés (cette dernière avancée aurait été impensable sous le précédent gouvernement), ainsi que la levée des tabous sur certains sujets éthiques (euthanasie, mariage des homosexuels, réforme de la loi sur le cannabis) seront probablement reconnus aux trois formations de la majorité. Ainsi qu'au PSC, du moins pour ce qui est du refinancement de l'enseignement. Dommage pour le parti de Joëlle Milquet, cependant: son soutien politique, essentiel pour permettre la conclusion d'un accord étant donné la défection de la défunte Volksunie, ne semble pas, jusqu'ici, lui valoir ce surcroît de faveurs tant espéré de la part de l'électeur...

S'il est un domaine où la rupture aura été la plus nette par rapport aux gouvernements à participation sociale-chrétienne, c'est bien sur celui de la sécurité sociale: les socialistes flamands, incarnés au gouvernement par Frank Vandenbroucke et Johan Vande Lanotte, auront fait prendre à la sécu un tournant probablement irréversible. Elle quitte, désormais, le champ de l'«universalisme», jusqu'ici jalousement gardé et régenté par les partenaires sociaux, pour entrer dans

celui d'une logique de sélectivité. L'«État social actif» n'est, en effet, rien d'autre que cela: l'affirmation que, décidément, l'État ne peut pas tout faire, qu'il doit assurer une sorte de «service minimum» assorti d'une certaine sélectivité et renvoyer, pour le reste, vers les assurances privées, les pensions du troisième pilier, les entités fédérées. Jusqu'ici, les socialistes, surtout du côté francophone, s'étaient échinés à empêcher pareille évolution, qui est clairement de nature à détricoter la solidarité fédérale. Sous cette législature, ils ont observé sans broncher. Ont-ils fait cela à leur corps défendant, contraints et forcés, étant

de la faillite de la Sabena, ni celle, erratique, des entreprises publiques qui, avec la Poste et la SNCB, s'interrogent sur leur avenir à la veille de la libéralisation des marchés. La communication et la prévention des conflits et des crises politiques auront constitué l'autre talon d'Achille de Guy Verhofstadt. Les «improvisations» répétées du Premier ministre auront tranché avec la manière discrète, un brin brutale sans doute mais terriblement efficace, dont son prédécesseur Jean-Luc Dehaene menait son équipe et jugulait les crises internes. Ces improvisations auront, aussi, malmené la

Complicité entre un Premier et... un Premier-ministrable.

donné la faillite annoncée de la sécurité sociale et du secteur des soins de santé? Ou, convertis aux vertus du libéralisme social, ont-ils discrètement encouragé ce changement de direction, irrités qu'ils sont par la gestion trop opaque de la sécurité sociale, confisquée par des «piliers» d'une époque révolue? Seul le surplus de prime dont la Flandre voulait gratifier «ses» travailleurs à temps partiel les a fait sursauter: le «crédit-temps» restera donc, entièrement, dans le giron fédéral. Il n'en ira pas de même pour l'assurance-autonomie, susceptible d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées, et créée unilatéralement par la Flandre...

Les six partis –PRL, PS, Écolo, VLD, SPA et Agalev– rassemblés au sein d'une majorité inédite n'auront donc pas convaincu sur tous les terrains. On en rappellera ni la désastreuse gestion

démocratique: le Conseil d'État amené, à plusieurs reprises, à dénoncer la constitutionnalité toute relative de certaines décisions gouvernementales, se voit menacé d'être mis au rancart lorsque ses avis sont de nature à irriter les excellences ministérielles. De même, lorsque le Parlement approfondit une piste –telle l'octroi du droit de vote aux étrangers non européens<sup>2</sup>– qui s'avère minée pour la majorité (en raison, principalement, de l'incapacité de Guy Verhofstadt de rappeler le VLD à l'ordre lorsque celui-ci concède du terrain aux thèses du Vlaams Blok), le gouvernement lui intime sèchement d'arrêter les frais, de retourner à ses chères études et de passer à autre chose. Ces dénis de démocratie pèseront-ils dans la balance électorale, le moment venu? ■

Isabelle Philippon

1 «La campagne est ouverte». Une interview d'Elio Di Rupo, *Le Vif-L'Express*, 8 mars 2001

2 «Droit de vote: sursaut ou enterrement?», *Le Vif-L'Express*, 1<sup>er</sup> mars 2002.



Un entretien avec David Goessens

# Légitimes suspicions

Les services secrets américains vont-ils entraîner dans leur dérive sécuritaire et liberticide l'ensemble des nations démocratiques? Pas sûr selon David Goessens, spécialiste du renseignement. Explications.

**L**iégeois, sociologue de formation, David Goessens s'intéresse depuis longtemps au monde très hermétique du renseignement. «La plupart du temps, les informations concernant le renseignement sont traitées sur un mode factuel au détriment d'une nécessaire mise en perspective» explique-t-il. Ce constat a servi de base au lancement de *Suspicion*<sup>1</sup>. Indépendante financièrement et politiquement, cette lettre bimestrielle aspire à combler une lacune, d'autant plus que «retombé dans un quasi-anonymat au crépuscule de l'antagonisme Est-Ouest, ce secteur en constante mutation est plus que jamais, selon lui, devenu un acteur à part entière de la vie sociale, politique,

institutionnelle, judiciaire et économique actuelle».

**Depuis les attentats du 11 septembre, l'opinion publique est submergée par un flot d'informations émanant en partie des services de renseignements. Faut-il les prendre pour argent comptant?**

**David Goessens:** Il y a, en tout cas, un patient travail de recoupement à effectuer qui permet de mettre en lumière les contradictions de la politique américaine, y compris en matière de renseignement. Je songe à la décision annoncée à grand fracas de geler certains avoirs suspects. Or, il faut savoir que depuis juillet 1999, une partie des comptes des talibans faisait déjà l'objet d'une telle mesure, décidée par l'ad-

ministration Clinton. Ce qui n'a pas empêché les États-Unis de fournir en mai 2001 à ces mêmes talibans une aide de l'ordre de 43 millions de dollars destinés en principe à un programme de lutte contre le narcotrafic. Ce qui témoigne aussi de l'absence de coordination au sein même des différents ministères et administrations américains.

**Cette absence de coordination interne a-t-elle profité aux terroristes?**

Tant le FBI que la CIA disposaient de plusieurs informateurs qui provenaient de la mouvance Ben Laden. Des personnes qui, pour des raisons financières, ont quitté les groupes islamiques pour intégrer des programmes de protection de témoins en Amérique. Or, certains d'entre eux parlent dès juin 2001 –et à différentes reprises– d'individus qui suivent des formations au pilotage d'avion. Deux des kamikazes présumés avaient d'ailleurs été repérés par des antennes de la CIA à l'étranger. Il ne faut pas oublier non plus les attentats de l'ambassade américaine à New Delhi et au

## Et pourtant ils savaient...

Le document date seulement de décembre 2000. Intitulé *International Crime Threat Assessment* (Évaluation de la menace de la criminalité internationale), il émane du gouvernement américain et rassemble des observations très détaillées sur les phénomènes criminels recueillis par pratiquement tous les services de renseignements que compte l'Amérique, de la CIA au FBI en passant par la *Drug Enforcement Administration* et le *National Security Council*. Bien des mois avant la destruction des *Twin Towers*, ce rapport tirait déjà la sonnette d'alarme: «Les changements économiques et politiques qu'exploite le crime organisé pour développer ses activités ont accru la capacité des groupes terroristes à mener des opérations partout dans le monde». Donc, logiquement, aussi aux États-Unis. Et de citer nommément Oussama Ben Laden, entre autres, comme l'un des cas tout à fait exemplaires –«prime examples»– de cette mutation. On comprend dès lors encore moins comment les Américains n'ont pas vu venir le coup. À son corps défendant, Ben Laden aura démontré que l'obsession «globalitaire» –tout voir, tout savoir, tout contrôler– des dirigeants américains a des limites et des failles qui expliquent aussi, somme toute, les attentats du 11 septembre.

S. C.

Yémen en juin. À la mi-août, un Franco-marocain a été arrêté à Minneapolis pour son comportement étrange alors qu'il fréquentait une école de pilotage. Or, il avait été «tracé» par les renseignements français. Il était passé par le Koweït et l'Afghanistan. Il y avait donc une série de signaux dont on n'a pas suffisamment tenu compte.

**Parce que personne n'imaginait qu'on puisse frapper l'Amérique au cœur?**

Tout le monde a constaté ces étonnantes hésitations, y compris de George Bush et de son entourage, le 11 septembre. Visiblement, ils ne savent que faire dans les heures qui ont suivi les attentats. Cette attitude s'explique: à ce moment-là, certains pensent à une tentative de coup d'État. Cette information n'a d'ailleurs que peu circulé. On ne pense pas tout de suite qu'il peut s'agir d'une attaque organisée par des terroristes installés aux États-Unis. Culturellement, les Américains ont la conviction que leur territoire est inviolable et que si attaque terroriste il y a, elle ne peut s'organiser de l'intérieur, elle ne peut donc se produire qu'à l'extérieur du pays. Ce clivage –États-Unis/reste du monde– a altéré leur vision des choses. On retrouve ce même syndrome dans l'attentat d'Oklahoma City où, lors du procès du militant d'extrême droite, les enquêteurs ont refusé de communiquer cinq mille pages du dossier à la défense par crainte, sans doute, qu'elles révèlent publiquement d'éventuelles connexions entre le coupable –un Américain aux idées d'extrême droite– et des groupes fascisants on ne peut plus américains. On retrouve dans ce cas-là aussi ce refus

de considérer qu'il puisse exister une menace ou un ennemi intérieur.

**À la base, l'attaque a été menée avec des instruments presque dérisoires comme des cutters. Les terroristes auraient donc fait l'impasse sur la technologie la plus avancée?**

On parle dans les milieux du renseignement de *no-tech attack*, dans la mesure où les kamikazes auraient eu recours à des moyens de communication rudimentaires, en évitant le courrier électronique, le téléphone, etc., histoire de ne pas se faire repérer. Rien n'est plus faux. Ils ont utilisé ces moyens pour communiquer entre eux et leurs messages n'étaient même pas cryptés, ni même dissimulés dans des images pornos. Ils ont probablement recouru à des langages codés relativement simples pour échanger des infos et échapper à tout contrôle des services de renseignements.

**Pourtant les États-Unis disposent d'Échelon, qui, paraît-il, voit tout, entend tout...**

Échelon a fonctionné comme il devait fonctionner. Le problème, c'est que ce système de captation d'informations n'est pas en mesure de traiter les informations en temps réel. Humainement, c'est pratiquement impossible. En plus, Échelon a été conçu pour capter les communications en dehors des États-Unis. Sur le territoire même des États-Unis, ni la NSA (*National security agency*), ni la CIA ne peuvent le faire aussi librement. Il y a aussi un problème d'engorgement de l'information pour les services de renseignements qui, il ne faut pas l'oublier, sont aussi des administrations souvent lourdes, avec des procédures à respecter et une chaîne de transmission de

l'information assez lente. On a décidé d'allouer 40 milliards de dollars pour réorienter le renseignement. Mais cela va prendre un temps fou. Rien que la NSA compte plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires. Et il existe, comme dans toute grosse administration, de fortes résistances au changement.

**Et près de chez nous, en Belgique, doit-on s'attendre à des bouleversements en matière d'espionnage?**

En Belgique, la Sûreté de l'État ne constitue pas vraiment une sorte de *Big Brother*. Ce service dispose de trop peu d'effectifs (400 à 500 personnes en tout). Cela dit, la SE est assez active et efficace en ce qui concerne le travail de renseignement sur les sectes et les mouvements islamistes radicaux. Il y a aussi les renseignements militaires. Et il existe aussi un projet envisagé par la police fédérale de se doter d'un appareil à finalité de renseignement, un peu à l'instar des Renseignements généraux (RG) en France.

**Le citoyen anonyme n'a-t-il vraiment rien à craindre pour ses libertés fondamentales?**

Les services de renseignements américains concentrent encore leurs efforts sur des ennemis «classiques» –comme l'Irak, la Corée– sans trop se soucier des autres. Ce qui signifie aussi que la traque des islamistes radicaux est à géométrie variable: on les poursuit surtout dans certaines zones du monde –le Moyen-Orient aujourd'hui– mais on les laisse tranquilles ailleurs, comme en Tchétchénie, en Chine, ou dans les Balkans où l'on sait qu'il y a des poches d'islamistes radicaux. En Europe, je ne crains pas trop les dérives car il existe, selon moi, une vigilance démocratique latente qui a été certes fragilisée après les attentats du 11 septembre mais qui est bien réelle. Les Européens eux-mêmes cherchent leur propre voie. Dans ses conclusions, la commission d'enquête européenne sur Échelon, évoque la possibilité de créer un futur service de renseignements européen. ■

Propos recueillis par Sergio Carrozzo

Voir aussi le site Internet: [www.suspicion.com](http://www.suspicion.com)

© Pictor/AFP

Des millions d'informations passent par ces antennes: *verba volant*?



Porto Alegre 2002

# Un monde de paix et de justice sociale est possible

Étape majeure pour le mouvement altermondialiste, la seconde édition du Forum social mondial de Porto Alegre s'est concentrée sur les alternatives plutôt que sur les dénonciations.

Aux 15 000 participants de l'édition précédente ont succédé 51 000 militants venant de 123 pays et comptant parmi eux 15 000 délégués représentant 5 000 associations. Autres chiffres: 27 conférences, plus de 800 ateliers<sup>1</sup>, trois mille journalistes. À noter la présence importante des Américains, bien plus nombreux que l'an dernier.

La participation belge avait presque décuplé pour atteindre environ 130 personnes. Elle plaçait notre pays à la troisième place européenne, ce qui constitue l'un des résultats des rassemblements altermondialistes récemment organisés à l'occasion de la présidence belge de l'Union européenne. Ce type d'événements oblige les associations, les ONG et les syndicats à se positionner face à la mondialisation et les pousse à entreprendre de multiples coopérations. L'organisation de manifestations et de contre-sommets importants mène en effet à une réorganisation des sociétés civiles nationales. Ainsi, suite aux manifestations de Gênes, s'est constitué un Forum social italien qui regroupe aujourd'hui plus de 600 associations et devrait servir de modèle au Forum social belge qui sera prochainement mis sur pied.

On ne peut que regretter le nombre restreint d'Asiatiques et d'Africains présents. Selon un des responsables, «ce forum reste essentiellement un

forum Europe-Amérique Latine». La très faible participation africaine était décevante. Les problématiques du continent le plus pauvre du globe ont été peu prises en compte.

Une série de forums étaient organisés en marge du forum: les élus locaux, les juges ou les parlementaires. C'est au cours de ces réunions, et non à la plénière, que divers hommes et femmes politiques ont pris la parole. Cette séparation n'a pas empêché l'expression de certaines contestations contre la présence «d'élus qui ont récemment voté des mesures contraires à celles défendues par les associations présentes, tout particulièrement en ce qui concerne le soutien à la guerre en Afghanistan»<sup>2</sup>. D'un avis contraire, Bernard Cassen, président d'Attac, estime quant à lui qu'«en venant ici, ces élus posent déjà un acte politique et reconnaissent la force et l'impact du mouvement anti-mondialisation. De plus, c'est bien qu'ils entendent ici des propositions qu'ils n'ont pas l'habitude d'entendre ailleurs»<sup>3</sup>.

Le FSM 2002 a été profondément influencé par deux événements récents: la crise argentine et la nouvelle situation militaire internationale. La faillite du «meilleur élève du FMI» ne pouvait qu'interpeller les partisans d'une autre mondialisation.

Porto Alegre prouvait également, contrairement aux prédictions de certains, que le mouvement avait survécu aux attentats du 11 septembre et s'est même développé en intégrant la problématique et les mouvements pacifistes. Des positions claires à la fois contre le terrorisme et contre les guerres américaines ont été adoptées très rapidement par le mouvement altermondialiste<sup>4</sup>. À Porto Alegre, les militants ont réaffirmé ces idées sans ambiguïté tout en dénonçant la criminalisation du mouvement. De plus, nombreux sont ceux qui, comme Samir Amin<sup>5</sup>, voient dans l'envoi

récent d'experts militaires ou de troupes américaines en Colombie, en Argentine ou aux Philippines, «la preuve de la militarisation de la mondialisation qui est désormais le seul moyen d'imposer le néolibéralisme à l'ensemble des peuples du Sud».

L'inclusion des nouveaux mouvements féministes a été confirmée cette année, tout particulièrement en ce qui concerne la Marche mondiale des Femmes. Une attention particulière a été portée aux jeunes, peu impliqués dans le premier forum. Le campement de la jeunesse réunissait plus de 12 000 militants originaires de 52 pays.

Comme l'an passé, ni manifeste, ni déclaration finale. Mais la dynamique de décentralisation organisationnelle qui régit la vie du Forum a stimulé l'expression des initiatives venues de la base. L'essentiel des résultats est informel. Il s'agit des multiples contacts qui ont pu se nouer entre les militants du monde entier, du partage des expériences et de l'expression des points de vue des différents continents sur des problèmes communs. D'autre part, la construction du mouvement passe également par sa reconnaissance par l'ensemble des acteurs sociaux. Dans ce cadre, l'intérêt soudain pour Porto Alegre de nombreux hommes et femmes politiques ainsi que des grandes centrales syndicales peut être considéré comme une victoire.

Ce Forum, plus encore que le précédent, était marqué par la volonté du mouvement de dépasser la dénonciation du monde actuel: les participants ont pu démontrer qu'un autre monde est possible, un monde de paix et de justice sociale. Par leurs luttes et leurs efforts, ils entendent «planter les graines d'une nouvelle civilisation: la civilisation de la solidarité»<sup>6</sup>.

Geoffrey Pleyers

Une étape majeure où les jeunes ont eu davantage de place.

La circoncision des jeunes garçons se pratique dans les cultures anglo-saxonne, africaine, juive et musulmane, ces deux dernières l'appliquant de manière relativement importante en Suède. Les Juifs basent cette pratique sur l'Ancien Testament: l'opération se fait au plus tard huit jours après la naissance. La tradition musulmane ne repose pas sur le Coran et l'âge n'est pas fixé - généralement entre deux et quatorze ans. Une centaine de garçons juifs et trois mille musulmans sont circoncis chaque année. [...]

La Suède n'avait pas de dispositions législatives relatives à la circoncision, tandis que la mutilation des fillettes est interdite depuis 1982, ce qui paraît normal à la plupart des gens. Si la mutilation des filles est perçue comme une violation de la Convention des droits de l'enfant, l'opération effectuée sur les garçons est vue avec indulgence, comme un simple trait propre à certaines cultures et religions.

## Un projet de loi

Le gouvernement suédois a créé en 1998 un groupe de travail dont le rapport est à la base d'une proposition soumise, en 2000, à l'avis des autorités et organisations intéressées.

Ce rapport propose d'autoriser la circoncision avec le consentement des parents, mais de l'interdire quand elle se fait contre la volonté de l'enfant (encore faudrait-il qu'une telle volonté puisse s'exprimer!). L'anesthésie serait obligatoire, et seul un médecin pourrait pratiquer l'opération - sauf si l'enfant a moins de deux mois, auquel cas il pourrait être traité par du personnel non médical. Les considérants du projet étaient fort hétérogènes et reflétaient des opinions divergentes, mais toutes peu critiques. Seuls le *Child Ombudsman* et l'Association nationale pour l'information sexuelle eurent le courage de dire que la circoncision viole les droits de l'enfant.

Le gouvernement transforma le rapport en projet de loi, qui fut présenté au Parlement. Plusieurs parlementaires proposèrent des amendements. La Commission de la santé et du bien-être déposa ensuite son rapport, après quoi il appartenait au Parlement de prendre la décision finale.

## Invocation de la liberté religieuse

En mars 2001, le professeur Hofvander, ancien directeur de *Child Health Care* (Université d'Uppsala) publiera dans le *Dagens Nyheter* un article inti-

## Suède

# Une nouvelle loi sur la circoncision\*

tulé «Même la circoncision des garçons est une mutilation». Sachant qu'il était peu réaliste de demander tout de suite l'interdiction, il demandait qu'il fût expressément déclaré que la circoncision était une infraction à la Convention sur les droits de l'enfant, et que d'autre part la loi proposée aurait une durée limitée, en attendant que l'opinion évolue. [...]

Les défenseurs de la circoncision en ont fait une question de liberté religieuse. Mais leurs adversaires ont aussi utilisé cet argument. Simplement, les uns parlent de la liberté religieuse des parents, les autres de celle de l'enfant. Pour les défenseurs, l'opération est sans danger, et les très jeunes enfants ne sentent pas la douleur. Affirmations qui peuvent être démenties aussi bien par la science que par la logique.

## Une prise de position laïque

La *Swedish Humanist Association* (SHA) ne soutient pas la nouvelle loi, qui ne règle pas le problème.

Une cinquantaine d'autorités et d'organisations concernées furent invitées à se prononcer sur le projet de loi. Malheureusement, la SHA n'en faisait pas partie. De plus, la situation était peu claire: l'expression «mutilation génitale» n'est généralement employée que pour les filles. En avril 2001, l'association eut à débattre d'une motion qui tentait de clarifier la situation. L'argumentation tient en quelques points<sup>1</sup>:

La circoncision des garçons est évidemment moins préjudiciable à l'enfant que l'excision des filles. Néanmoins, elle constitue aussi une violation des droits de l'enfant, et il n'y a pas de différence de nature entre les deux.

La Convention sur les droits de l'enfant et autres documents similaires précisent expressément que toute inégalité devant la loi qui serait basée sur le sexe est inacceptable. La législation suédoise actuelle crée cependant une telle discrimination.

La liberté religieuse n'existe pas seulement pour les parents, mais aussi pour les enfants. Les parents ne peuvent pas violer les droits de leurs enfants. Enlever des parties saines de l'organe sexuel de petits garçons incapables d'exprimer un consentement n'est pas un «droit» des parents ou d'un groupe social. L'enfant est marqué pour la vie.

Bien qu'opposés à la circoncision des garçons et souhaitant son interdiction, la SHA pense que la solution adoptée par le gouvernement et la Commission pour la santé et le bien-être est la plus réaliste à court terme. L'obligation de procéder sous anesthésie et le recours à du personnel médical sont des progrès: un pas a été fait dans la bonne direction. Le problème n'est pas résolu pour autant. Une blessure physique délibérément infligée ne peut jamais être justifiée.

La nouvelle loi est appliquée depuis octobre 2001. La SHA l'accepte pour une période limitée. Il est regrettable qu'un accord n'ait pu se réaliser sur la durée de cette période, mais un nouveau débat devrait s'ouvrir dans quatre ans. Les années à venir doivent être employées à faire évoluer l'opinion publique: la loi devra un jour interdire la circoncision, qui est une violation de l'intégrité physique de l'enfant. ■

Carl Drott

La circoncision (détail), Maître de Saint-Séverin (1485-1515), Musée du Louvre

Traduction: Jean Dierickx. Carl Drott est membre du Conseil de la *Swedish Humanist Association*.

\* Article publié dans *International Humanist News*, janvier-février 2002, pp.5-6.

<sup>1</sup> Le texte complet de la lettre se trouve sur le site de l'*International Humanist Union*: [www.ihcu.org](http://www.ihcu.org).



# Aider –laïquement– les femmes afghanes

Après la prise de Kaboul par l'Alliance du Nord, soutenue par les États-Unis, les médias nous ont montré quelques scènes où l'on voyait des femmes afghanes se débarrasser publiquement de leur burgha.

Pour rappel aux distraits et inattentifs, ce vêtement traditionnel (dit aussi burqa) recouvre totalement les femmes afghanes, ne leur laissant

mes afghanes tels que l'absence de nourriture pour elles et leurs enfants, l'absence d'eau potable, d'instruction, de soins médicaux ou encore les récentes victimes innocentes (probablement 5 000) des bombardements anglo-américains, ces féministes ont mobilisé l'attention sur cette question autrement plus importante qu'on peut résumer en trois mots empruntés à un de mes prédécesseurs latins: *burgha delenda est*.

© AFP

Les dernières tendances déjà proposées dans les boutiques de Mazar-e-Sharif.

qu'un étroit petit «grillage» pour évaluer l'espace qui sépare leur voiture du trottoir lorsqu'elles la garent (mais il est vrai qu'elles ne conduisent généralement pas) ou le charme d'un interlocuteur (mais il est vrai qu'elles ne sont pas non plus autorisées à parler publiquement à des hommes). La lutte contre la burgha avait été le combat prioritaire des féministes américaines (et accessoirement européennes).

Délaissant la dénonciation d'inconvénients mineurs réservés aux fem-

Mais si les débuts de la rédemption des femmes afghanes semblaient prometteurs (quelques cheveux au vent et pantalons moulants nous les montraient sur la juste voie de la modernité et de l'émancipation), depuis quelque temps on voit se ralentir le mouvement d'abandon de la burgha. Contrairement aux espérances nourries par certaines, les burghas abandonnées ne sont pas en nombre suffisant pour nourrir de vrais autodafés. Pire encore, un certain nombre de femmes avouent qu'elles trouvent de

sérieux avantages au port de la burgha: chaude en hiver, protégeant du soleil en été, elle permettrait en outre aux jolies filles d'éviter les sifflements et les allusions à leurs charmes et aux laides de faire imaginer qu'elles en ont.

On pourrait facilement y dissimuler un sac de riz mais il n'y a malheureusement pas de riz pour l'instant en Afghanistan. N'oublions pas, en effet, que la disette est plus féroce dans le pays aujourd'hui «libéré», qu'il y a quelques mois.

En bref, malgré les incitations de toute espèce, la mini-jupe ne marche pas et le débardeur non plus...

Devant cette situation dramatique, et considérant qu'il doit absolument participer à l'œuvre d'émancipation et de libération de la femme afghane, le CAL a décidé d'entreprendre une vaste œuvre de laïcisation dirigée spécifiquement vers ce public.

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2002, chaque abonnement souscrit à *Espace de Libertés* donnera droit, pour une femme afghane à une burgha gratuite qui sera acheminée sur place par les services laïques de coopération au développement.

Cependant, pour bien mettre en évidence le caractère spécifiquement laïque et non confessionnel de cette opération, chaque burgha sera ornée sur le dos, d'un grand flambeau laïque, qui marquera que celle qui le porte, tout en continuant à porter la burgha, adhère à nos idéaux.

Pour respecter les préférences politiques spécifiques des laïques belges, il sera possible, pour chaque burgha offerte, de préciser si la couleur de fond doit être bleue, rouge ou verte<sup>1</sup> (ou encore blanche pour ceux qui ne désirent pas se prononcer).

Une belle occasion pour nos lecteurs de joindre la catéchèse laïque à une œuvre de démocratisation du paysage politique afghan.

Fatwa Ben Khal

## Études supérieures

# Traduire les constats en politiques

Les Éditions de l'Université de Bruxelles viennent de publier dans la collection «Statistiques et mathématiques appliquées» un ouvrage destiné à tous, chercheur, enseignant, étudiant, intéressé par l'évolution de l'enseignement et tout particulièrement du supérieur en Communauté française.

Par souci de rigueur, les auteurs décrivent l'organisation de l'enseignement en Communauté française et définissent les sources des données démographiques de la population scolaire et leurs outils statistiques sur une période qui va de 1974-75 à 1997-98. Ils en déduisent des perspectives jusqu'en 2010.

Cette analyse de la démographie scolaire décrit les effectifs en fonction de certaines variables: âge, sexe, niveau scolaire, changement d'orientation, abandon, choix d'études, réussite. Il s'agit aussi d'en étudier l'évolution afin de prévoir le futur de l'enseignement et particulièrement de l'université.

## Les secondaires sont déterminantes

Globalement, on constate l'attraction croissante des sciences humaines et sociales, une stagnation des sciences et des sciences de la santé. Des tableaux illustrent des taux de réussite et de redoublement par années d'études, puis par domaines d'études.

Des questions particulières sont étudiées. On constate que le pourcentage de femmes s'accroît dans l'enseignement supérieur, universitaire et hors-universitaire de type long, conséquence probable d'une réussite supérieure à celle des garçons en primaire et secondaire. De même, elles sont plus nombreuses à entrer à l'université à l'âge normal de 18 ans.

Or, l'âge d'entrée à l'université est déterminant pour le choix des études comme pour la réussite. Par exemple, les hommes sans retard scolaire choisissent principalement les sciences,

tandis qu'à l'opposé, les femmes entrant avec deux ans de retard ou plus, choisissent majoritairement les sciences humaines.

En général, plus l'étudiant est jeune, plus ses chances de réussite sont élevées, l'échec en secondaire constituant un sérieux handicap.

L'enseignement «supérieur hors-universités» (SHU) est choisi généralement par des étudiants issus du secondaire dont l'âge est inférieur ou supérieur à 18 ans et par ceux qui viennent du secondaire technique et professionnel.

La filière du secondaire détermine logiquement le choix d'études en première candidature et aussi le taux de réussite. Les filières latines assurent un taux de réussite supérieur. Le taux de réussite des étudiants de nationalité étrangère en 1996-97 est de 20% tandis que celui des étudiants belges augmentait de 37 à 40%.

Au total, l'augmentation du nombre de diplômés à l'université a été observée en sciences humaines et est liée au nombre croissant de femmes.

## Du quantitatif au qualitatif

Cet ouvrage est une mine de renseignements d'une clarté schématique, sous forme de listes, de tableaux ou de calculs statistiques, susceptibles d'orienter des jeunes, des éducateurs de primaire et secondaire ou des gestionnaires d'université et de hautes écoles.

Cependant à partir d'une analyse quantitative des flux d'étudiants, cette étude débouche sur des questions qualitatives essentielles pour l'enseignement comme pour la démocratie. Les auteurs en sont conscients.

En effet, les mouvements de la population étudiante, à travers ses

Des carences dans les enseignements primaire et secondaire se paient cher dans le supérieur.

réussites, ses orientations, ses redoublements et abandons, traduisent la situation socioéconomique de la société, par exemple, la détresse des migrants aiguillés très tôt vers des filières techniques sans avenir. De même, que deviennent les étudiants qui ont «abandonné» sans avoir obtenu de diplôme?

On repense aussi à ces professeurs de candidature qui attribuent un grand nombre d'échecs à la maîtrise insuffisante du français. Or, celle-ci s'acquiert difficilement en primaire ou en secondaire, vu le nombre d'élèves par classes.

Ces carences de l'enseignement primaire et secondaire sont dues à des politiques qui reproduisent ou aggravent les inégalités sociales et intellectuelles. Or l'enseignement supérieur, universitaire ou non, en dépend directement.

La sécheresse des chiffres et des constats ne peut occulter la dimension sociale, totalement absente de cette étude, ce que déplorent les auteurs. Pour devenir un outil réellement performant de connaissance et d'action pour les décideurs, ce type d'enquête devra tenir compte de cette variable.

Paulette Dejean

La population étudiante. Description, évolution, perspectives, édité par Jean-Jacques Droesbeke, Ignace Hecquet et Christine Wattelar, préface Françoise Dupuis, coll. «Statistique et mathématiques appliquées», Éditions de l'Université de Bruxelles, 2001, 406 p., 29,70 □.

Paulette Dejean est professeur à l'École Decroly.

<sup>1</sup> Grâce à cette opération humanitaire, *Espace de Libertés* pourra, en outre, avoir une vision précise des préférences politiques de son lectorat et s'adapter en conséquence.



# Pêcheurs de vocations

Monsieur Tout-le-monde est médiatiquement ébloui par les coûteux feux de Bengale et l'éclat dispendieux des faux strass. Non qu'il soit inutile d'attirer l'attention sur les sciences à grands coups de projecteurs, de pub TV et de budgets faramineux! Faut-il, pour autant, ignorer ces enseignants qui –lorsqu'on veut bien les y autoriser– tentent de compléter leurs cours par des démonstrations, manipulations et expérimentations hors programme destinées –insupportable privilège social?– à quelques étudiants doués, motivés et volontaires? N'est-il pas aussi important de valoriser pareilles initiatives ainsi que celles de petits groupes qui, de Tournai à Dison et de Louvain-la-Neuve à Arlon, tissent sur la Wallonie un réseau d'animations de qualité, discret, méconnu, efficace et parfois sournoisement combattu par des autorités toujours plus attirées par les retombées électorales des pétards festifs que par le travail compétent d'honnêtes tâcherons.

N'oublions pas ceux-là, trop nombreux, dont des carrières prometteuses ont été arrêtées par des restrictions budgétaires aveugles. Évoquons ces jeunes gens, aujourd'hui enseignants ou chercheurs, qui ont découvert leur vocation en fréquentant le petit planétarium de Cointe ou «ont vu tourner la Terre» en fréquentant les rééditions de l'expérience de Foucault. Et tous ceux qui ont consacré des week-ends ou des vacances à Sivry, Nassogne, Transinnes, Vivy ou à l'«Expérimentarium» de mon collègue Art? Qui a jamais remercié tous les moniteurs bénévoles ou contractuels dont l'ingéniosité compense la misère logistique sinon en les menaçant parfois de sanctions administratives?

Combien de gosses se sont-ils pris de passion pour l'optique, les maths, l'égyptologie ou les insectes en fréquentant les labos spartiates de Treignes ou de Parentville? Savez-vous qu'il y a des multitudes de conférences et cours dont les protagonistes ne se font pas payer au prix des vedettes télévisées? Écoles primaires et centres culturels n'usent pas toujours des moyens disponibles et des dévouements inlassables de beaucoup d'inconnus. Je me rappelle avec délectation d'un stage de cuisine terminé par

Compléter les cours par des expérimentations et donner envie d'en savoir plus.

la confection de cadrans solaires en pâtisseries, théorie incluse!

Puisqu'*Espace de Libertés* est le magazine du Centre d'Action Laïque, faisons une petite place privilégiée à ceux qui nous sont proches par le libre examen. Avec des moyens peu importants, une petite équipe stimulée par l'ULB mène ce travail, depuis 1995, à Charleroi, sur le site de Parentville. Depuis plus de six ans, à l'extrémité du Hainaut, à la limite du Namurois, vingt-cinq expositions thématiques portant sur des sujets aussi variés que «Le fédéralisme», «À des années-lumière» ou «La découverte du monde des fourmis» ont été mises à la disposition des écoles et des associations culturelles. Cent mille visiteurs en six ans et combien de jeunes gens confortés dans leurs goûts pour l'une ou l'autre forme de la culture scientifique et technique? Des dizaines de conférences et de colloques s'y sont tenus. Le succès des stages pluridisciplinaires durant les vacances d'été ne se dément pas et le dimanche des sciences ou la journée de l'astronomie sont l'occasion d'un rassemblement convivial des «professionnels universitaires» et de nombreux groupements d'amateurs des sciences qui viennent y présenter leurs activités. Même quand il pleut, «la nuit des étoiles», reste un succès par la qualité des présentations. Les instruments astronomiques sont, chaque semaine et par ciel clair (!), l'objet de démonstrations publiques gérées par les cercles astronomiques de la région de Charleroi<sup>1</sup>.

Chaque année un «concours multimédia» couronne les efforts talentueux de jeunes autour d'un thème scientifique et les lauréats sont invités à défendre leurs chances dans un concours européen. Dans l'avenir, Parentville abritera un «espace des métiers de la biotechnologie», une «faculté ouverte de philosophie» et un très original «espace des communications» qui permettra aux jeunes de participer «à distance» aux activités, notamment, de l'«Expérimentarium» de l'ULB, de «créer» autour de thèmes scientifiques ou sociaux, de communiquer avec d'autres par la voie d'un «forum informatique» et de «visiter» à distance les grands musées et laboratoires de recherche du monde entier<sup>2</sup>.

C'est ainsi qu'avec un maigre budget ordinaire et la charge de trouver ses ressources indépendamment de l'Université «site», on prépare quelques dizaines de gamins et gamines issus du Pays noir à cette «grande ambition de la connaissance» qu'ils acquerront progressivement au travers des méandres bizarres de notre enseignement secondaire, puis supérieur.

Ceux-là qui auront animé et vécu l'aventure, entourés des difficultés d'un financement précaire et de la fréquente non-compréhension des partisans inconditionnels du vedettariat... connaîtront au mieux la «bête» satisfaction personnelle d'avoir modestement contribué à préparer l'avenir. ■

André Koeckelenbergh

# Tristes pôles

Une enfance pauvre, distillée au compte-gouttes dans quelques-uns de ses nombreux livres et un père ouvrier agricole rivé au travail –il n'a jamais quitté son village natal en Normandie– auquel il veut offrir le plaisir d'un ailleurs, exprimé un jour: voilà le point de départ d'*Esthétique du Pôle Nord* de Michel Onfray.

Sublime, aurait dit Duras. Forcément. Surtout quand il s'agit de démontrer –dans un décor à la Caspar David Friedrich– la lente déliquescence de la civilisation inuit, orchestrée par les grands voisins colonisateurs: le Canada et les États-Unis. Ce qui l'est aussi, en ouverture, c'est la puissance du lieu –où domine le froid, le blanc, le minéral, les glaciers mais encore les rares et mythiques baleines et l'ours –le *nanuq*–, à la fois si humain et si redouté. Admirables descriptions.

Pays de la rareté et de l'immobilité, pays du froid absolu «qui momifie», du temps ankylosé et de la survie, le Groenland est un monde «sans cris humains, sans présences civilisées», «qui coïncide avec la démesure, l'immense», fauteur d'angoisse, de trouble: «l'origine de la religion se trouve probablement dans le sentiment existentiel et viscéral expérimenté dans le milieu et face à la nature sans limites».

La survie pour les Inuits reste la nécessité absolue: dans l'ascèse et la pénurie, non plus la douleur comme il y a peu, mais avec les dérives consuméristes, soigneusement distillées aujourd'hui. Plus de longues marches en raquettes ou en traîneaux mais des skidoos bruyants, moins de chasse et de pêche mais le supermarché, plus de veillées et de transmission orale –les Inuits n'ont pas d'écriture–, la télévision a envahi l'espace visuel et auditif: le projet colonisateur est grandiose... Reste le respect dû aux anciens. Le vieux Paloosie apporte une chaise à Gaston Onfray qui fête ses quatre-vingts ans. Sans connaître rien à la langue de l'autre, ils se comprennent si bien: «le signe surclasse le verbe, le geste dépasse le mot, le signifié détrône qualitativement le signifiant». Complicité.

Il y a encore la furie ethnocidaire racontée par Paloosie, les déportations, les villages préfabriqués d'aujourd'hui, la normalisation imposée au nomadisme qui dérange, une nation vidée de sa substance et livrée au nihilisme: alcoolisme (la prohibition est de règle!), drogue, sexualité problématique, avec les conséquences de la consanguinité. Michel Onfray raconte la splendeur et la misère du peuple de la Terre de Baffin. ■

Michèle Michiels

Michel Onfray, *Esthétique du Pôle Nord - Stèles hyperboréennes*, Grasset, 187 p., 16,25 €.

## Je t'aime. Question d'époque Fragments de discours amoureux

Sous la houlette de Jacques Sojcher, voici un ouvrage consacré à l'amour – toujours très tendance – par une quarantaine d'écrivains, de poètes, de philosophes, de psychanalystes et d'historiens qui tentent ici de redessiner la carte du Tendre. Autant de facettes de l'amour, racontées, décrites, analysées et répertoriées et déclinées en sept chapitres: Adresses, Amour, amours, Hommes et femmes, Adieux et..., Du côté de Dieu, Nouvelles d'amour, Notions, Abécédaire. On y trouve des noms prestigieux comme, pêle-mêle dans un subtil (presque) équilibre d'hommes et de femmes, Pierre Mertens, Michel Onfray, Colette Nys-Mazure, Claude Javeau, Sandrine Willems, Guy Goffette, Nicole Malinconi... qui nous parlent en toute liberté et en totale indépendance d'une expérience, d'«une fois» merveilleuse et inoubliable, d'une théorie. La dernière partie, superbe, composée par l'asbl ULB Création, présente douze regards de photographes sur le couple, l'amour, les corps.

Chacun a sa manière de parler des premiers frémissements, du regard, de l'attente, d'un sourire, de la naissance de la passion, de la place du corps dans l'amour, du plaisir, de l'enfant..., de ce que Barthes appelle «une grande énigme dont je ne saurai jamais la clef». Un sujet inépuisable et sans cesse renouvelé qui a manifestement inspiré les auteurs. Pierre Mertens évoque l'absence et les mensonges de l'aimée tandis que Corinne Hoex (qui nous a récemment livré un beau premier roman *Le grand menu*) nous raconte un instantané de dégustation/consommation et que Claude Javeau s'adresse à Ally Mc Beal à propos du badinage amoureux qui, les amateurs le savent bien, occupe davantage le bureau d'avocats où travaille la demoiselle que les affaires qui lui sont confiées. Au-delà, reste, pour Sojcher, la solitude: «malgré ces liens si tendres et si forts, [que] nous sommes, même dans l'amour fou, seuls car l'amour est aussi et surtout la rencontre de deux solitudes qui laissent les amants étrangers, dans le face à face et dans la commune confusion.»

Nous voilà donc bien avancés! Après «La vie sexuelle de Catherine M.» et autre «Plateforme» de Houellebecq, faut-il en effet se repositionner (est-ce le terme judicieux?) d'urgence sur des valeurs plus classiques tout en intégrant érotisme, pornographie, fantasme? Pour Jacques Sojcher, «nous ne cessons pas d'inventer de nouvelles formes d'amour, de *nouveaux corps amoureux*», selon l'injonction de Rimbaud. L'amour est et sera encore l'avenir de l'homme et de la femme, sans programme préétabli, sans normes planifiantes, sans balises trop protectrices.» Un peu comme Michel Onfray, qui s'inscrit lui dans l'érotique solitaire, le nomadisme célibataire où la durée n'existe pas. La dernière liberté, en somme?

M. M

*Je t'aime - Question d'époque*, composé par Jacques Sojcher, revue de l'Université de Bruxelles, ULB Création, Éditions Complexe- 427 p.

<sup>1</sup> À Liège, la Société astronomique de Liège anime observations, démonstrations, stages et un mini-planétarium sur le site de l'Observatoire de Cointe que l'université vient de céder à d'autres pouvoirs publics.

<sup>2</sup> En 2002, le Musée des Sciences et des Techniques a changé de nom: il est devenu «Centre de Culture Scientifique», appellation plus conforme à sa vocation. Il accueille actuellement une remarquable exposition consacrée au mimétisme des insectes, présentée par un musée alsacien, le «Vivarium du Moulin» à Lautenbach. Musée des sciences et des techniques de Parentville, rue de Villers 227, Couillet. Tél.: 071/60.03.00 - email: muscitec@ulb.ac.be



# Ces Noirs que nous croisons dans la rue...

Voici une de ces publications que le CRISP met à disposition de tout un chacun, à charge pour celui-ci d'en tirer son miel.

Chercheurs universitaires de haut niveau, Bonaventure Kagné et Marco Martiniello se sont attachés à étudier la présence africaine en Belgique, en analysant les origines, dans les temps comme dans les lieux, de ces hommes (singulièrement plus nombreux que les femmes) qui, du diplomate à l'étudiant(e), de l'artiste au sportif, du réfugié sans statut au sans-papiers... se retrouvent dans nos universités ou nos hautes écoles, mais aussi dans les entreprises comme dans la rue... Ils ne sont cependant pas présents partout en Belgique et les (nombreuses) statistiques proposées à l'appui de la lecture donnent souvent à penser, voire à remettre profondément en cause ce que nous tenions pour bien assuré... parce que souvent reproduit par les médias!

C'est que l'immigration africaine est récente et que, couleur aidant, elle est vite fort présente.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on ne comptait que 1838 Africains, dont dix Congolais seulement, sur un total de 367619 étrangers. Ils sont singulièrement plus nombreux maintenant, les étudiants représentant une masse importante par rapport aux autres recensés.

On découvre vite que les Africains fréquentent bien davantage les universités francophones (5204) que les flamandes (714); mais on en avait déjà conscience! On est plus étonné en constatant que les Congolais sont particulièrement nombreux dans la province de Liège (1558), loin devant le Brabant wallon (975), le Brabant flamand (933), le Hainaut (927) et même devant Anvers (796)... ce qui porte un coup sérieux à certaines explications de la xénophobie anversoise. Par contre, on découvre, au détour d'une

colonne, que les Maghrébins –et particulièrement les Marocains– sont massivement implantés à Anvers (27188), c'est-à-dire que leur «colonie» représente quasi autant que dans le reste du pays! De même, mais les chiffres manquent de netteté, plus de la moitié des Africains subsahariens en Belgique vivraient à Bruxelles, mais, proportionnellement, ils sont, comme nous l'avons vu plus haut, singulièrement plus présents à Liège; cependant, d'expérience personnelle, ils y sont bien moins visibles qu'à Bruxelles (peut-être faut-il voir dans leur présence bruxelloise les traces d'une importante présence de diplomates et d'étudiants?...). Il est aussi intéressant de noter que sur les 442 joueurs de football inscrits dans les dix-huit équipes de première division, en 2000-2001, une bonne quarantaine étaient noirs (y compris deux Congolais et un Camerounais de nationalité belge).

Une autre information retient l'intérêt: en 1999, sur près de 18000 personnes ayant le statut de réfugié en Belgique, 33% sont originaires d'Afrique, majoritairement du Congo, du Rwanda et du Burundi, justifiant avec un total de 4505 personnes, plus des trois quarts de l'effectif. Le Rwanda à lui seul nous a amené 1677 réfugiés reconnus! Auxquels il faut ajouter un pourcentage considérable de demandeurs d'asile.

Ces Africains se retrouvent dans une multitude d'associations de tous genres dont les deux auteurs se sont efforcés de relever les spécificités ainsi que les facteurs de cohésion.

En cinquante pages, on prend ainsi conscience des dimensions d'un épiphénomène, concernant vraiment la sociologie de la Belgique, dont il faut souligner le caractère atypique relativement à l'ensemble des étrangers vivant en Belgique (plus de 10% de la population).

Jean Charlier

## Colloque international

2-4 mai 2002

Organisé par l'Institut d'études des religions et de la laïcité de l'ULB

### «Sectes» et «hérésies» de l'Antiquité à nos jours Le rapport au pouvoir

Ce colloque a pour but de s'interroger sur la ligne de démarcation qui sépare traditionnellement les religions officielles et les hétérodoxies.

Après un exposé introductif par le professeur Hervé Hasquin, président de l'IERL, on notera parmi les nombreux orateurs:

- ✓ Baudouin Decharneux (ULB): *Hérésies, sectes et mystères des premiers siècles chrétiens*;
- ✓ Jean Baubérot (École pratique des Hautes Études, Paris): *Le protestantisme comme «secte»*;
- ✓ Régis Deriquebourg (Lille III): *L'essor de «sectes» chrétiennes au XIX<sup>e</sup> siècle*;
- ✓ Massimo Introvigne (Turin): *L'implication du pouvoir en France dans le «classement» entre sectes et religions*;
- ✓ Anne Morelli (ULB): *Aires de pluralisme et aires de monolithismes religieux à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*.

Ce colloque pourra déboucher sur une réflexion très actuelle sur les aires de réel pluralisme religieux et sur celles où se pratique, peu ou prou, une intervention officielle de classification, voire de persécution, de certaines options religieuses décriées.

Une excursion est prévue le 4 mai: la diversité religieuse à Bruxelles (Mormons, Témoins de Jéhovah, Adventistes...).

Lieu: Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, salle Baugniet, avenue Jeanne 44, 1050 Bruxelles.

Renseignements et inscriptions: IERL 02/650.38.49 - email Karine.Triqueneaux@ulb.ac.be

Bonaventure Kagné et Marco Martiniello, «L'immigration subsaharienne en Belgique», *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n°1721, 2001, 52 p.

# Les aléas des achats sur internet

## Réduire les risques et sécuriser ses paiements en ligne: des systèmes se mettent en place.

La chose la plus importante que savent les consommateurs américains sur l'utilisation de leur carte de crédit sur internet, c'est que si un pirate dérobe le numéro et s'en sert, le titulaire de la carte risque d'y laisser 50 dollars (57€) maximum. Ceci en vertu d'une loi fédérale américaine. En outre, dans la pratique, les banques interviennent généralement pour lui éviter tout débours. Malgré cela, la peur d'utiliser une carte de crédit en ligne persiste. Une étude révèle que 94,5% des personnes sont inquiètes de la sécurité des cartes de crédit sur internet.

Les consommateurs américains sont peut-être inquiets, mais les entreprises qui vendent des biens et des services sur internet devraient l'être davantage. Lorsque des paiements frauduleux se produisent dans le cyberspace, ce sont les commerçants qui paient les pots cassés. L'anxiété des consommateurs ordinaires indique à quel point ils accordent difficilement leur confiance à la haute technologie lorsque la sécurité et la vie privée sont en jeu. Voilà pourquoi distributeurs en ligne, banques et concepteurs de logiciels doivent s'efforcer de rendre internet moins effrayant. Les banques et les distributeurs en ligne sont néanmoins dans une position inconfortable en ce qui concerne ces messages rassurants. Ils souhaitent que les consommateurs fassent leurs courses librement, tout en contribuant au renforcement de la sécurité sur internet. Mais cela freine les consommateurs, qui ne profitent pas des avantages de leur coopération accrue. Visa, le géant des cartes de crédit, vient de lancer un nouveau

programme de sécurité appelé *Verified by Visa*: «Créez un mot de passe qui vous protège lorsque vous êtes en ligne», propose le site internet de Visa aux titulaires. Il s'agit d'un système innovant qui permet aux consommateurs de s'inscrire pour obtenir un mot de passe, procédé similaire à celui des codes utilisés pour retirer de l'argent dans les distributeurs. Lorsque les consommateurs font leurs courses sur un site affilié au programme, leur mot de passe leur sera demandé. Mais le site ne verra jamais le code: celui-ci sera envoyé à la banque émettrice de la carte, qui donnera le feu vert au commerçant.

## Des solutions pour le consommateur européen

Les consommateurs européens, eux, ne bénéficient pas de cette garantie. Mais des solutions se mettent timidement en place. Ainsi, un consortium d'universités belge, française, allemande, espagnole, irlandaise et canadienne lance la plate-forme Ecodir (*Electronic consumer dispute resolution*). C'est le premier mécanisme de résolution de litiges survenant à l'occasion de transactions commerciales réalisées sur internet. Par le site web de la plate-forme, les parties tentent de trouver une solution mutuellement satisfaisante à leur différend. Le mécanisme comporte trois étapes: la négociation, la médiation et la recommandation. La phase de négociation est entamée par l'envoi à l'autre partie d'une invitation à négocier, sur base des informations fournies par le consommateur. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, un médiateur indépendant est désigné afin de les aider à dialoguer, identifier les éléments du conflit et trouver une solution qui rencontre leurs intérêts réciproques. Si aucune solution n'est trouvée, le médiateur émet une recommandation basée sur les principes d'honnêteté et de justice, prenant en considération les droits et obligations des parties ainsi que les circonstances de leur litige. Les par-

Des systèmes de paiements sécurisés se mettent progressivement en place.

ties ne sont pas tenues par cette recommandation.

Le projet Ecodir est soutenu par la DG Santé et protection des consommateurs de la Commission européenne. En Belgique, c'est le Centre de recherche Informatique et droit des Facultés de Namur qui en exerce le pilotage. Le système est d'un usage aisé: une page web est consacrée à chaque litige et son accès limité par un mot de passe. Les parties sont automatiquement prévenues quand un nouvel élément (message, proposition) est émis. Il suffit d'avoir accès à internet et de détenir une adresse de courrier électronique<sup>1</sup>. Seuls 6% des transactions posent aujourd'hui problème, mais le consommateur pourra bientôt considérer l'affiliation à ce système comme une marque de fiabilité et réserver ses achats à ceux qui y souscrivent.

Si elle a du succès, cette approche pourrait réduire le nombre d'escroqueries en ligne. Quoi qu'il en soit, voici quelques recettes qui permettent de minimiser les problèmes de cartes de crédit en ligne. Vérifiez si vous pouvez faire confiance au commerçant. Cela ne signifie pas qu'il faille vous limiter à des enseignes connues, mais renseignez-vous au sujet d'un vendeur avant d'acheter quoi que ce soit. En outre, assurez-vous que les pages internet sur lesquelles on vous demande de saisir des données personnelles ont recours au cryptage - ce qui est signalé par une icône représentant un cadenas doré en bas, à droite de la fenêtre de *Windows Explorer*. Et, surtout, contestez toutes les irrégularités.

Maxime Coppin

<sup>1</sup> www.ecodir.org.



# Rétrospective Rik Wouters au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles

## Un hymne à la lumière

Une somptueuse exposition présente l'œuvre multiple et exceptionnelle de cet artiste belge (1882-1916) encore mal connu du public.

C'est les bras ouverts que l'on aborde la peinture de Rik Wouters, tant il y a de bonheur dans ces intérieurs modestes, de rires sur le visage de Nele, de complicité entre le modèle, le peintre et ce rendu gorgé de couleurs et de lumière. Si Bonnard peignit souvent sa femme revêche de dos, trouvant à son verso plus d'humanité qu'au recto, c'est en vis-à-vis, dans l'instant, au naturel

toiles n'ont plus cette transparence des jours chiches mais heureux; les teintes sourdes recouvrent entièrement la toile, tenaces, prégnantes comme ces douleurs qui le tenaillent. Ce sont des pommes, encore, à la manière de Cézanne mais façon Wouters, car si les critiques de son temps n'eurent de cesse de noter ses emprunts, ils auraient été mieux inspirés de relever combien l'artiste avait su s'affranchir de ses maîtres. Il suffit de voir ses sculptures exposées à coté de celles de Rodin dans la superbe exposition du Palais des Beaux-Arts. Celles de Wouters sont plus vivantes, plus aériennes, d'une humanité dégagée de la pesanteur prométhéenne. Ce n'est ni la puissance ni la matière, pas même la forme qu'on y voit, mais la sève, le plaisir, l'exaltation du travail à main nue.

### Éblouissement et émotion

L'exposition mise sur pied par l'expert Olivier Bertrand présente cent quatre-vingts oeuvres soigneusement choisies, judicieusement exposées, qui se répondent l'une l'autre, accentuant l'impression non de rétrospective mais d'invitation à découvrir un artiste dans toute sa plénitude. Clin d'œil éclairant voire ironique, comme pour en finir avec les influences, la première salle présente quelques sculptures et peintures de Rik Wouters à côté d'Ensor et de Cézanne, avant que le regard ne soit happé par *La Vierge folle* éclatant littéralement de joie, envoyant valdinguer dans un même élan influences et académisme. On sort de cette exposition ébloui et ému, sidéré aussi que cet immense artiste dans toute l'acception du terme, dégorgeant de talent, ne soit reconnu à sa juste valeur qu'en Belgique, et par quelques collectionneurs avertis de par le monde, soit pratique-

ment inconnu ailleurs y compris par les Français. Rik Wouters, le Flamand, ne leur envoyait pas dire d'un lapidaire «j'ai des fois envie de leur foutre tout à leurs sales gueules de Français, nom de Dieu.» C'est qu'ils lui prêtaient des teintes, des lignes à la Matisse, des transparences à la Cézanne qu'il aimait, c'est certain, au point de ne voir en lui qu'un suiveur. L'exposition nous apprend à voir dans ses toiles laissées apparentes par endroits, ces pans de carton ou de papier vierges, un témoignage de sa méfiance à trop en faire. Rik Wouters s'arrêtait avant de gâcher ce qui s'annonçait bien mais chez lui cet inachèvement est harmonie, fait partie intégrante de son savoir-faire. Ces vides parlent, que dis-je, ils chantent! Et l'on songe ici à ce qu'écrivit le peintre Zao Wou-Ki, «je n'avais pas encore découvert l'extrême difficulté de peindre le vide».

### Une vie dure et modeste

Entre 1904 et 1916, Rik Wouters aura créé deux cents tableaux, des milliers de dessins et quarante sculptures. Tout le monde connaît *Soucis domestiques*, exposé en plein air à Boitsfort non loin de là où il demeurerait et est enterré. Dans les années soixante, Nele qui fut sa muse, sa femme, sa complice, écrivit un merveilleux texte pour raconter leur vie et surtout le travail de Rik. Il la croquait tout le temps, se souvient-elle, au propre comme au figuré d'ailleurs, repassant, lisant, reposant, même malade, dans leur maison, à Boitsfort ou Amsterdam. «Vie dure et modeste qu'illumina la passion de la couleur aux joies multiples». Partout, on ne voit qu'elle, le chapeau sur la chaise, prête à sortir avant que Rik ne lui dise: «ne bouge plus». S'il sort lui, c'est, à l'instar des impressionnistes qu'il a découverts à Paris, pour aller poser son chevalet en pleine nature, capter les reflets verts de l'été au jardin sur un visage ou les ocres et rouges d'un bel automne en forêt de Soignes. «Il faut dessiner sans hésiter –y aller carrément sans s'inquiéter, et si une ligne ne vient pas comme on veut, on recommence. Il faut apprendre– voir clair et dessiner comme on écrit, exprimer sobrement avec une ligne ce qu'on a à dire». Un conseil qui vaut aussi pour le public qui découvrira des oeuvres rarement, voire jamais exposées, dessins, pastels, huiles, plâtres et bronzes d'un artiste majeur.

Sophie Creuz

# Le Sortilège du scorpion de jade

## De quoi suis-je innocent?

Encore un tout grand Woody Allen. Un scénario époustouflant de virtuosité, des dialogues en chute du Niagara et un Woody acteur qui crève l'écran dès son irruption (de face) à la première seconde du film. Un écran qu'il ne quittera quasi plus jusqu'à la dernière image, celle du *happy end*, pour notre plus grand plaisir, avec un feu d'artifice de mots qui font mouche et un Allen qui a dû, j'imagine, forcer son Woody à un travail dingue pour l'affubler d'un défaut de prononciation acrobatique, avec le plus grand naturel. Bref, du pur cinéma sans un plan mort.

Du pur divertissement, avec blonde fatale croqueuse de fils de milliardaire athlétique et détectives plus armoire à glace que ça tu meurs d'un direct au menton, et tout petit rôle exotico-deus ex cinéma qui justifie le titre: *Le Sortilège du scorpion de jade*. Bref, faut-il se méfier des magiciens de music-hall ou davantage de soi-même?

Mais tout cela, qui apparemment n'a pas grand-chose à nous dire sur la réalité du monde et des hommes, justifierait-il qu'on en parle ici?

C'est que, les rires s'estompant, m'est apparue une certaine gravité du propos. Par exemple: sommes-nous libres de nos actes? Qu'en est-il alors du libre arbitre? De la responsabilité des uns et des autres? Savons-nous pourquoi nous aimons l'être élu de notre cœur? Pourquoi nous déversons sur d'autres nos haines, nos rancœurs, nos frustrations? À quels sortilèges obéissons-nous? Par qui, par quoi sommes-nous trahis, manipulés?... Par nous-mêmes – bigre!

Depuis Freud, on appelle ce drôle de scorpion-là l'inconscient. Il nous en fait commettre des lapsus et des actes manqués que notre morale réprouve clairement! Au cinéma, exagération fictionnelle obligatoire aidant, cela peut aller jusqu'à l'effraction de coffre-fort. Dans notre quotidien, ledit coffre n'est pas d'acier mais de neurones quelque part sous notre crâne... On

sait Woody Allen assidu du divan et aussi qu'il partage avec le docteur Freud un grand intérêt pour le mot d'esprit. C'est du reste Freud qui l'a dit: la tragédie d'Œdipe –Œdipe-roi-nu– est le premier roman policier de notre histoire... Jean Cocteau avait déjà joué avec ce principe d'Œdipe. Il avait écrit en exergue de sa pièce *La Machine infernale*: «Dieu existe, c'est le diable». Il y a dans *Le Sortilège du scorpion de jade*, un méchant, mais tellement peu présent que c'en est téléphoné et qu'il faut chercher le mal ailleurs...

Nous baignons en pleine comédie pseudo-policrière, pour le meilleur (il y a de la bague au doigt dans l'air, sans effets spéciaux de magiciens à deux sous mais à millions de dollars), et pour le rire: le patron de la compagnie d'assurances qui se fie trop à son assurance, sa secrétaire-maîtresse qui entend instaurer un ordre modernico-technico-scientifico-productif là où règne un joyeux désordre, efficace avec ses hauts et ses bas. Il y a vol, il y a donc voleur(s), et de jolies femmes en piste, plus ou moins garces, plus ou moins sulfureuses.

On ne dévoilera pas la fin de l'histoire. Alors ici, je dirai seulement que les moyens justifient la fin, ou inversement, pour l'ultime plan de la fin heureuse, du *happy end*. C'est peut-être ça la morale que Woody nous distille sans oser le dire car cela ferait trop sérieux: si tous les jolis coups étaient permis pour qu'un homme et une femme soient heureux, en fin de compte (de fée), pourquoi être tout à fait honnête? Je vous parlais d'une certaine gravité du propos: c'est quand même assez grave ça, non?

*Le Sortilège du scorpion de jade* est une enquête. Non pas à 100% policière. Woody ne travaille pas pour la police, mais pour une compagnie d'assurances, et l'un après l'autre des bijoux de famille sont volés. Mais surtout

parce que s'il n'y a pas vraiment de coupables à part entière, personne n'est innocent.

Il faut combattre tous les démons. Extérieurs – mais il est plus aisé d'accuser les autres, et intérieurs, on peut avoir le nez dessus sans les voir et les entretenir en toute bonne conscience. À plusieurs reprises, Woody-l'enquêteur déclare: «mon intuition me dicte que le coupable agit de l'intérieur». Et aussi: «ma méthode est de me mettre à la place du criminel». Vantant ses mérites de détective, il déclare encore: «si j'étais le coupable, je ne voudrais pas m'avoir à mes trousses!».

Rira bien qui rira en premier et surtout jusqu'au bout... jusqu'à une belle sortie des artistes, bras dessus bras dessous... Même si le bonheur est au prix de quelque magie? Allez savoir!... Le rire est le propre de l'homme. Après réfléchissons à comment construire un monde meilleur,

Woody Allen et Helen Hunt en plein sortilège...

selon nos plus ou moins petits moyens. On peut, par exemple, rendre service à son patron, en lui soufflant sa maîtresse intéressée, pour leur éviter à tous deux les désagréments du mariage et les laisser filer le parfait amour, hors champ, là où aucun scénariste se prenant pour dieu ne vous cherchera d'histoire.

Conseil d'ami: ne lisez pas ce billet d'humeur (bonne) avant de choisir quel film vous irez voir, mais après avoir été sous l'emprise du *Sortilège du scorpion de jade*...

C'est du cinéma jubilatoire... Et c'est contagieux. Pardonnez-moi. Je me sens tout à la fois coupable... et heureux!

J. L. C.

L'éducation B ou Les tulipes roses (1912), Huile sur toile. © Olivier Bertrand / Belgian Art Research Institute, Bruxelles, collection privée.

Au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles jusqu'au 26 mai, tous les jours, y compris le lundi, de 10h à 18 heures, les vendredis jusqu'à 20 heures. Visites guidées, y compris pour les enfants. Entrée: 9 €. Superbe catalogue: 35 €.



## Masques d'Afrique noire

# Symbolisme et avant-garde

En 1907, après quatre mois de labeur acharné, Picasso laisse les *Demoiselles d'Avignon* définitivement inachevée. Cette œuvre clef pour l'art du XX<sup>e</sup> siècle avouait deux filiations, Cézanne et l'art nègre. C'est en 1904, semble-t-il, que débarquent les premiers masques et fétiches des colonies africaines en France: ils séduisent les poètes et les artistes, Apollinaire, Matisse, Braque, Vlaminck, Derain et Picasso. Vlaminck confirmera: «C'est Picasso qui, comprenant le premier le parti qu'on pouvait tirer des conceptions plastiques des nègres d'Afrique et des îles Océaniques, les fit progressivement entrer dans sa peinture».

Le masque est une seconde peau, il dissimule et protège, il n'avoue que les yeux, la bouche au mieux, il raconte une autre histoire, une histoire différente, celle des interdits et des tabous, celle des lois et des règles ancestrales.

Dans un continent comme l'Afrique noire où la tradition se véhiculait uniquement par la parole, le masque signifiait bien mieux qu'aucun écrit n'aurait pu le faire. Il était la parfaite adéquation entre le verbe caché, la science de l'initié et son rôle actif au sein d'une communauté rigoureusement structurée.

Le masque assume trois fonctions fondamentales: il dissimule, il métamorphose et il effraie. Même figé, il arbore –par sa forme, sa couleur et sa gravure– un monde symbolique surchargé de codes.

Le masque est universel et remonte aux origines du temps, d'abord visage peint, il devient autonome, qu'il soit de cuir, de bois, de métal ou de papier, il intervient dans les rites de vie, d'initiation et de mort. Intermédiaire entre le profane et le démiurge, le masque africain ressortit au sacré, fabriqué en secret, investi ensuite des

pouvoirs de sa charge; seul un initié pourra le porter dans les occasions adéquates: rites propriétaires pour la chasse, les récoltes ou la circoncision.

En Afrique noire, le masque danse et l'on oublie souvent combien il fonctionne avec un costume en fibres tissées; ainsi en est-il pour le *Pwo* Tshowké, le *Kifwebe* Songye ou le masque Dan.

Les Songye et leurs voisins Luba sont attestés depuis le XVI<sup>e</sup> siècle dans le sud du Congo; longtemps rivaux, ils s'allièrent au XIX<sup>e</sup> siècle pour combattre les esclavagistes arabes. Groupés autour d'un chef assisté de sociétés secrètes, on retrouve chez les deux ethnies le rôle primordial du masque dit *Kifwebe*. À la fois bombé et angulaire, il est régulièrement strié de part et d'autre de l'axe bucco-nasal. Pour Willy Mestach, avec une crête colorée, il est masculin et danse le jour; sans crête et à dominante blanche, il est féminin et danse la nuit. Pour Karel Plasman, le côté gauche est lunaire et le côté droit est solaire tandis que les stries rappelleraient les couloirs de la caverne d'où émergea le premier couple originel. La couleur blanche qui prédomine dans les masques féminins s'associe au caractère positif de la nourriture et de la procréation: farine, lait, sperme, lumière et lune. Néanmoins ce blanc est aussi le voile qui masque la part sous-jacente de sorcellerie, elle se signale par la bande noire axiale et la tache rouge sur la bouche.

Les Dan vivent aujourd'hui à cheval sur le Libéria et la Côte d'Ivoire. Ils croient en un monde divisé en deux sphères distinctes: le village et ses habitants, la forêt et ses animaux sauvages. Pour franchir cette frontière, il faut se protéger et c'est là qu'intervient le masque en tant que médiateur. Eberhard Fischer a dénombré onze types de masques dont la structure formelle est globalement similaire mais dont les détails précisent un rôle bien défini.

Un masque Kifwebé Luba: à la fois lunaire et solaire, féminin et masculin.

L'irruption de l'art primitif fut une fracture dans l'aventure plastique du début du XX<sup>e</sup> siècle, l'idole était d'autant plus puissante, d'autant plus chargée d'une sacralité barbare qu'elle était protégée par sa méconnaissance, dieu inconnu d'un culte inconnu, elle demeurerait d'autant plus mystérieuse. Une fois le processus de connaissance entamé, le masque perdit son pouvoir d'illusionnisme sacré; il se ravalait au rang d'une quelconque déité dans un quelconque panthéon exotique; alors, comme Gauguin, les artistes partirent à la recherche d'un nouvel Eden.

Aujourd'hui, après les chocs coloniaux, l'exode rural et un tourisme étranger intensif, la tradition se perd irrémédiablement. Ainsi s'exhibent –en grande cérémonie– les masques Dogon pour satisfaire quelques photographes nippons, ainsi des villages entiers sculptent mécaniquement des masques vidés de leur essence et de leur substance pour alimenter les magasins de décoration européens.

Géopolitique, appât du gain et acculturation érodent définitivement la tradition ancestrale. Vidé de sa sacralité, ayant perdu sa fonction, le masque serait condamné à grimacer dans une vitrine sans le concours de l'ethnologie et de l'institution muséale qui, au-delà d'une esthétique indiscutable, tente de lui conserver une signification symbolique et de répondre au chant du poème de Léopold Sédar Senghor: «Masques! Ô Masques! Masque noir masque rouge, vous masques blanc-et-noir. Masques aux quatre points d'où souffle l'Esprit, je vous salue dans le silence!» ■

Ben Durant

## Bande dessinée

# De l'autre côté du miroir

Décidément, Malraux ne pouvait deviner le succès d'une phrase... qu'il n'a pas prononcée, au sujet de ce siècle qui serait religieux ou ne serait pas. Il est cependant clair que la crise des valeurs, la fragilisation des institutions et la vibration de l'histoire poussent les êtres humains de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle à une recherche personnelle plus élaborée, à une démarche philosophique plus individuelle. Depuis une paire d'années, ce mouvement touche aussi la bande dessinée. Des séries comme «Le décalogue» ou le remarquable «Triangle secret», sur lequel nous reviendrons, ont remporté un imprévisible succès de librairie, alors qu'ils abordent des sujets complexes, évoquent l'interprétation des textes bibliques ou du Coran, abandonnent le mécanisme du rôle central du héros pour une mise en exergue du fonctionnement de l'histoire de l'Humanité.

Début mars 2002, l'éditeur Glénat lance une nouvelle collection qui stigmatise cette tendance. Il faut dire que l'éditeur grenoblois n'en est pas à son coup d'essai. Petit poucet de l'édition il y a trente ans, il a taillé des croupières aux éditeurs traditionnels de la BD en y introduisant le concept de l'Histoire. Non comme précédemment où seul le destin des grands hommes était dépeint de manière parfois guindée, mais comme le sujet même du récit. Ce qui donna des chefs-d'œuvre comme les *Tours de Bois-Maury* (Hermann), qui brise la vision romantique du Moyen Âge pour des récits de boue et de sang qui prennent aux tripes ou le cycle des *7 vies de l'Épervier* qui a bourgeonné sept autres séries périphériques sur le siècle d'Henri IV et de Louis XIII, le tout écrit par Cothias et mis en images par une dizaine de dessinateurs. Mais aussi les *Héritiers du Soleil*,

sur la vie des Hébreux et des Égyptiens, les *Morin-Lourdel* sur le Front populaire ou *Poupée d'ivoire* sur l'Asie du XII<sup>e</sup> siècle. Et tant d'autres. Dans les années nonante, c'est aussi l'éditeur qui comprendra le premier l'importance des bédés japonaises, les mangas, et fera découvrir des trésors inconnus.

### Un débat spirituel

Aujourd'hui, l'éditeur fait le pari d'une autre bande dessinée, qu'il conçoit comme portant un débat spirituel, en ouvrant de nouvelles portes, plus secrètes, plus ésotériques. Didier Convard, le directeur de cette nouvelle collection intitulée «La loge noire», fait sienne cette phrase de Balzac: «Il y a deux histoires, l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements». C'est évidemment sur cette seconde parole que les œuvres ainsi rassemblées veulent offrir une porte au lecteur. Les histoires choisies exploitent les grands mythes, les courants de pensée, les doctrines et les croyances. Convard, interrogé sur les moyens à mettre en œuvre pour décrire de l'extérieur par le dessin un mécanisme essentiellement intérieur, a révélé des stratégies très élaborées et inhabituelles dans le métier: ainsi, l'importance des *flash-back*, du travail sur la mémoire est inscrite en clé centrale des manuscrits qu'il adopte. Pas question non plus de partir en aventure énigmatique sans viatique: la fin des récits doit être livrée sous le sceau du secret au directeur de collection avant de dessiner la première case.

Glénat tire les leçons de précédentes expériences historiques où les auteurs s'affaiblissaient en chemin ou s'avouaient incapables de dénouer une intrigue passionnante. Quatre séries

sont publiées simultanément, mais d'autres devraient bientôt les rejoindre. «La dernière prophétie» de Gilles Chaillat offre une saisissante peinture de la Rome finissante de la fin du IV<sup>e</sup> siècle. Le paganisme se meurt et le christianisme triomphe, mais une intolérance succède vite à l'autre. Malgré des reconstitutions et des décors fastueux autant que minutieux et des pages de gloire que sont les joutes au Sénat romain, Chaillat (auteur de *Vasco* au Lombard) peine un peu à faire vivre ses personnages, parfois si curieusement engoncés dans leur corps, si gauches dans leurs mouvements. Mais on suivra évidemment Flavien aux Enfers à la recherche de sa femme... pour savoir s'il aura plus de chances qu'Orphée. Le récit du *Gardien de la lance* est d'emblée plus captivant, en mélangeant les thèmes du jumeau, de la bibliothèque fabuleuse d'Alexandrie et de la lance de Longinus, la lance mythique qui frappa le Christ au flanc, pour l'achever ou le soulager de la souffrance de la crucifixion, où l'on meurt lentement étouffé. Quant à *Poème rouge*, son mélange de graphisme sensuel, et notamment de superbes et troublantes couleurs, parvient mieux à restituer la vibration créée par le parallèle temporel entre une jeune romancière pragoise de 2001 et une ancêtre du XVI<sup>e</sup> siècle qui aidait son père à garder toujours le feu sous l'athanor de l'alchimiste. Une histoire de glaise, de golem, d'orgueil et de poésie, où fond et forme s'unissent comme deux amants. Un golem que l'on retrouve trois siècles plus tard sous la plume plus ironique et cynique de Tanquerelle et Hubert avec le personnage de Joachim. Le jeune tire-laine provoque par sa sottise la libération de la créature de glaise et finit par devenir, malgré lui, le héros d'une révolution.

D'une forme plus moderne, de la veine des auteurs de l'Association et de Fluide Glacial, ce récit-là, caricatural, semble un peu excentré par rapport aux buts de la collection. «Pas du tout, répond Convard, je voulais que la Loge noire, comme une vraie loge, comporte des personnalités différentes, partageant valeurs et symboles, mais les travaillant différemment». Quatre nouveaux titres devraient paraître encore en 2002. ■

Frédéric Soumois

#### Bibliographie

M. Vlaminck, *Portraits avant décès*, Flammarion, Paris, 1943  
Catalogue, *Masques d'Afrique*, Binche, 1983  
C. Falgayrettes, L. Stephan, *Formes et couleurs*, Dapper, Paris, 1993.

Ben Durant enseigne à l'Iselp, est commissaire d'exposition et dirige la Galerie Quadri à Bruxelles.

Gilles Chaillat, *La dernière prophétie*; Ferry & Ersel, *Le gardien de la lance*; Joëlle Savey & Pierre Wachs, *Poème rouge*; Hervé Tanquerelle & Hubert, *Le legs de l'alchimiste*, Collection La Loge noire, Glénat.